N° 54
7e Année

Défense de l'Occident

AOUT-SEPTEMBRE 1958

Revue mensuelle politique et littéraire

SOMMAIRE

LES IDEES ET LES FAITS.

— M. BARDECHE : L'échec de l'intermède gaulliste 3
— P. FONTAINE : Fantasia Algérienne 9
— Lettre à un Français de bonne volonté 14
— P. HOFSTETTER : Défaitisme britannique 18
— Paul C. BERGER : L'Allemagne a-t-elle perdu la guerre ? .. 25
— Le troisième congrès du Mouvement Social Européen 29
— M. B. : Fascisme et pseudo-fascisme 34

CHRONIQUES.

— J. HOILLOT : Journal d'une révolution manquée 42
— Les notes du mois de l'huissier sans chaîne 57

LES LIVRES DU MOIS.

— J.-J. BERREBY : « La péninsule arabique ». P. Quaroni : « Valise diplomatique » 59
— Hommage à Georges Ollivier 63
— A propos de « Le dictateur » : Charlot croisé de l'antifascisme. 65
— H. G. WELLS : de Gaulle 68

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, 51, rue de la Harpe, Paris (5e) (Bureau de la Librairie Française).

CORRESPONDANT RESPONSABLE EN BELGIQUE : M. Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles.

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe, Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnement. — 1 an : 1.200 fr. ; Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr. — Propagande : 5.000 fr.
C. C. P. : 2182-19 PARIS

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DÉFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° .....

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

.....

Signature

Abonnements. — 1 an : 1.200 fr.
Etranger : 1 an : 1.400 fr.
Soutien : 3.000 fr.; propagande : 5.000 fr.

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : Les Sept Couleurs, 51, rue de la Harpe, Paris-5e, C.C.P. 2182 19 Paris.

LES IDÉES ET LES FAITS

L'échec de l'intermède gaulliste

L'échec de l'expérience de Gaulle était, certes, facile à prévoir, lorsqu'on sait la médiocrité et la suffisance du personnage et qu'on la compare à la gravité des problèmes qui étaient à résoudre : et ce n'est pas de cette prévision facile que nous nous féliciterons. Mais les événements apportent toujours quelque chose que l'analyse ne peut déceler d'avance, ils ont leur coloration propre, et chaque échec a sa grimace qui tient au caractère même de celui qui inspire les décisions.

En parlant de la suffisance du général de Gaulle, on ne va jamais assez loin. Car on la compare à des suffisances connues qui sont de l'ordre de la fatuité ou parfois de l'orgueil ou de l'excessive confiance en soi. La sienne n'est rien de pareil. Elle est morbide. Elle est toute sa personne et portée à une sorte de paroxysme par un hasard : il s'est trouvé dans le camp du vainqueur en 1944. Et désormais, ce développement monstrueux envahit tout, imprime sa marque sur tout, sur ses décisions, sur sa retraite, sur ses jugements, sur sa conception même de la politique. Et, en dehors de cette suffisance, il n'y a rien : ce qui éclate dans l'échec de l'expérience gaulliste, ce qui était *imprévisible,* c'est l'absence totale d'imagination, le vide dramatique, le néant de toute idée, de tout projet constructif, de toute vue d'avenir. De trois mois de dictature, que sort-il ? Une majoration du prix de l'essence et un président de la République indévissable. Voilà la fin de tous nos maux : c'est pour cela qu'on a fait une révolution.

Passons un peu les faits en revue : Voici le bilan :

L'origine du 13 mai est dans l'appui que l'Etat tunisien donnait aux rebelles d'Algérie et dans les conditions humiliantes de repli que le gouvernement tunisien prétendait imposer aux forces françaises stationnées sur son territoire. Ce fut là l'origine du bombardement de Sakhiet, à partir duquel se développa le mouvement d'indignation et de colère qui mit fin à la Quatrième République. On se souvient aussi que la chute du gouvernement Gaillard qui amena la convulsion finale du régime eut pour cause les négociations de ce gouvernement sur l'abandon des aérodromes tunisiens. Or voici le résultat : l'Etat tunisien ne cesse pas de donner aux rebelles le même appui et de lui prêter les mêmes bases d'attaque et le repli humiliant de nos troupes, y compris l'abandon des aérodromes, a été un des premiers actes du gouvernement de Gaulle. Les mêmes humiliations sont en voie de réalisation au Maroc. Sur ce point, loin d'avoir remporté une victoire, le gouvernement de Gaulle n'a fait que prolonger et rendre définitifs les abandons des cabinets précédents.

L'Algérie maintenant. La situation a-t-elle changé en Algérie ? Le nouveau gouvernement bénéficiait au départ d'un puissant mouvement d'enthousiasme : qu'en a-t-il fait ? On attendait de lui de profondes et courageuses réformes, elles étaient une des conditions essentielles du maintien de la présence française en Algérie : où sont ces réformes ? Un esprit nouveau était né en Algérie, il devait transformer la politique française, nous apporter des idées, des hommes : qu'est-il devenu ? La guerre devait cesser, les rebelles déposeraient les armes, disaient les uns ; ils seraient écrasés, disaient les autres : où est le résultat ? Les nouvelles qui parviennent d'Algérie ressemblent malheureusement beaucoup à celles qui nous parvenaient il y a un an. Le gouvernement fort qui devait faire des miracles n'a rien changé du tout. Il pratique consciencieusement l'immobilisme. Comme les précédents, la tête dans le sable, il donne des coups de patte. Comme les précédents, il sait qu'au bout de tout cela, il y a la perte de l'Algérie. Il ne fait rien pour la prévenir ni pour l'empêcher. Nous avons aujourd'hui exactement autant de chances de perdre l'Algérie qu'il y a six mois. La seule différence, c'est que le présent gouvernement la perdra en criant « Algérie française ». Mais des promenades et des discours ne sont pas des actes. L'occasion unique qui nous a été donnée le 13 mai se représentera-t-elle ? Sur cette question si grave, l'impuissance du gouvernement est une tromperie criminelle. Il y a plusieurs

manières de pêcher à la ligne sur le bord du Rubicon. Il est trop clair que, pour de Gaulle, l'Algérie n'a été qu'une occasion de revenir au pouvoir. Il est trop clair qu'il se soucie peu maintenant de sauver l'Algérie et de rechercher pour elle une solution durable. Il importe plus à de Gaulle de rendre sa personne « indévissable » à l'Algérie que de rendre la France « indévissable » à Alger.

Ainsi déjà dans cette affaire d'Algérie si grave et si pressante pour la France on peut subodorer un des principes majeurs de la politique gaulliste : peu importent les mesures ou les actes, l'essentiel est que de Gaulle soit au pouvoir. Cette politique de la panacée dispense de tout.

On la retrouve, naturellement, dans la Constitution. Nous avions annoncé que de Gaulle ne toucherait à aucune des tares du Système et à aucun des intérêts qui en sont inséparables. Son projet de Constitution confirme cette vue. Tout reste en place : les partis — y compris le parti communiste —, les machines électorales, la division permanente du pays, les causes fondamentales d'impuissance, en somme tout le moteur du régime parlementaire. Dans le mécanisme des chutes de gouvernement, le projet est même moins audacieux que celui que le désespoir avait inspiré au malheureux Pflimlin. Le pays, secoué par un sursaut de dégoût et de fatigue, avait rejeté tous ces vieux harnais des politiciens. Il attendait des idées neuves, une formule réelle et audacieuse de représentation de l'opinion, une association véritable du pays à son gouvernement : il retrouve les panneaux électoraux, les mensonges, les combines, les professionnels de la politique, tout l'attirail du règne de l'argent grâce auquel une minorité de privilégiés a installé son exploitation sur le pays. Mais il y a la panacée. Un président de la République omnipotent, nommant les cantonniers et les ministres, dirigeant par dessus la tête de ses ministres une diplomatie secrète et cauteleuse, intervenant solennellement par des réprimandes, et, en cas de difficultés, faisant tout seul son petit 13 mai et mettant périodiquement en congé la légalité pour apparaître pontifiant et sibyllin avec son orviétan. Cette image puérile et bouffonne d'un de Gaulle disant : « la Constitution c'est moi », n'a pas provoqué d'éclat de rire universel. Quelques juristes ont seuls élevé des objections timides. Nous manquons d'humour. Il est beau de se croire à ce point sauveur patenté. C'est une politique de maître-baigneur. Nous marinons dans le système jusqu'au cou. Mais de temps en temps, l'Ermite de l'Elysée...

Seulement, le charlatanisme érigé en politique a quelques petits inconvénients. Si, par hasard, l'ingratitude des Français intrônisait quelque autre sauveur ? Nous voilà livrés à tous les marchands de drogues. Si quelque coup de sang nous prive des lumières de l'ermite providentiel ? Voilà toute l'économie du régime renversée par une seule apoplexie. Et si tout cela ne se produit pas, comment se résoudront les conflits qui ne manqueront pas de survenir entre le Mac-Mahon de Colombey et sa Chambre ingouvernable ? Nous le savons trop : la démission est le suprême refuge des Bonapartes méconnus. Nous demandions un changement d'air : on nous donne une caricature de régime plébiscitaire devant lequel Napoléon III lui-même eut haussé les épaules.

La politique étrangère du gouvernement a produit les mêmes brillants résultats parce qu'elle est fondée sur les mêmes principes. Le but que le gouvernement a poursuivi pendant toute la crise du Moyen-Orient n'a pas été de fixer une nouvelle politique française, mais de fournir au général de Gaulle une occasion de jouer au grand homme devant un parterre de chefs d'Etats étrangers. Cette prétention étant peu facile à soutenir nous a surtout couvert de ridicule.

Il y avait devant la crise du Moyen-Orient deux politiques possibles. La première consistait à accueillir avec sympathie les efforts des peuples arabes pour se donner une véritable indépendance. Le nationalisme arabe est une force avec laquelle il faudra nécessairement compter dans l'avenir. Pourquoi ne pas chercher à en faire une force amie ? Les peuples arabes ont la volonté de secouer la tutelle des trusts étrangers qui les exploitent. Nos intérêts nationaux ne sont pas gravement lésés par cette volonté d'indépendance. Le nationalisme n'est nullement un mouvement communiste, mais les Etats arabes veulent faire une politique indépendante entre les deux grands blocs mondiaux. Cette politique peut être un jour celle de l'Europe et, en tous cas, elle n'est une menace pour aucun intérêt européen essentiel. Le gouvernement français aurait ouvert une voie neuve et peut-être profitable à ses propres intérêts en déclarant sa sympathie pour les événements qui favorisent au Moyen-Orient l'unité du monde arabe, position qui finira, un jour ou l'autre, par être celle des grandes puissances y compris les Etats-Unis. Un état autoritaire pouvait jouer franchement cette carte politique qui n'est en rien préjudiciable à nos intérêts nationaux et qui pouvait être payante dans l'avenir. Si l'on refusait cette atti-

tude, pour laquelle nous ne cachons pas nos préférences, il y avait une seconde politique. C'était de faire bloc avec l'Occident dans une question qui pouvait être considérée comme relevant du *leadership* américain, et de se conduire en alliés « réguliers » puisque nos intérêts propres n'étaient pas directement engagés. Cette seconde politique impliquait un alignement pur et simple sur la politique des Etats-Unis avec le seul souci de l'unité d'action et de l'efficacité. Le gouvernement en a préféré une troisième dont l'objectif était de tirer de l'affaire une satisfaction d'amour-propre par la réunion d'une conférence internationale à Paris sous la présidence du général de Gaulle. Ce projet chimérique a fort bien fait les affaires de M. Khrouchtchev. En dehors de cela, il nous a valu le mécontentement de nos alliés qui y voient à juste titre une manœuvre de division, sans nous gagner la sympathie des pays arabes. Cette mauvaise humeur stérile, cette susceptibilité hargneuse aboutissant finalement à un rejet des propositions que nous avons faites, constituent un simple spécimen des succès qui nous attendent quand le prince-président dirigera à sa guise notre diplomatie.

Dans tous les domaines, on retrouverait le même bilan d'insuffisance et de médiocrité. Pas une idée, les solutions les plus paresseuses, un immobilisme béât. A quoi ont servi jusqu'à présent les pleins pouvoirs de la dictature ? à augmenter le prix de l'essence et l'impôt sur les sociétés. Pour le reste, des mots, des mots, pas une idée qui frappe, pas une initiative qui soit en accord avec ce qu'attend et ce que désire la nation. Le nouveau régime est aussi pauvre et aussi écœurant que le précédent, il est marqué de la même impuissance. Il laisse en place les mêmes forces, il respecte les mêmes exploiteurs et les mêmes privilégiés. Il ne les *voit* même pas. Jamais le pays n'a été si peu compris et sa situation réelle si mal analysée. Les réseaux d'intérêts qui sont au-dessus de l'Etat continuent à s'y maintenir et s'y moquent de tout, et tout particulièrement de cette caricature de pouvoir absolu. L'esprit d'Alger a été trahi. L'occasion du 13 mai a été aussi stupidement manquée que celle de 1944. Par les mêmes hommes et par les mêmes fautes.

Devant l'échec de la seconde expérience gaulliste, il est temps de penser au remplacement de l'impuissant. Il est faux de croire qu'un homme est irremplaçable. Le général de Gaulle n'a pas dans le pays la position qu'on croit généralement. Son prestige est commode, parce que son nom est trop connu, mais il est mince. Le jugement qu'on porte sur lui est bref et catégorique : on le

retrouve sur presque toutes les lèvres, dans les milieux les plus divers, mais toujours formulé de la même manière. Son remplacement est certainement possible, sans rien changer aux dispositions prises à l'égard du régime précédent. Une *junte,* un comité présidentiel, un comité de gouvernement accordé à l'esprit national, rendrait certainement plus de services que lui. Ce qui convient en période révolutionnaire, ce sont des hommes neufs issus de l'armée et de la nation. Que la droite française continue à se compromettre, si elle veut, dans cette expérience déjà jugée par la nation. Mais il reste des événements du 13 mai l'apparition incontestable d'une force nouvelle, celle de l'armée qui a découvert l'importance de son rôle pour le maintien de l'unité nationale. C'est à elle qu'il appartient maintenant de prévoir les événements pour que le pays ne souffre pas gravement de l'échec du premier choix qu'elle a fait.

Maurice BARDECHE.

Pierre FONTAINE

FANTASIA ALGÉRIENNE

Beaucoup de gens — particulièrement en Algérie — n'ayant que leur quotidien habituel pour tout guide, évoluent assez rapidement. Les illusions remplacent le fond. Peut-on, même dans l'enthousiasme, chasser le naturel ? Sauf exception bien entendu, quand un peuple est soumis à une discipline quasi-atavique, surtout religieuse, il semble un peu présomptueux de penser qu'une loi suffira pour opérer une dépersonnalisation. Les Français d'Algérie, en lançant le mot « intégration », ont commis une erreur. Une double erreur, pourrait-on dire, car l'intégration ne se fera pas et, à ce moment, les Musulmans — sincères ou non — pourront invoquer ce manque de parole pour refuser toute autre collaboration algérienne.

Il est donc juste d'écrire que certains des hommes du 13 mai ont compromis l'avenir de *l'Algérie française*.

L'intégration fut lancée, acceptée et bénie par ceux qui, hier, refusaient le collège unique. En France, personne ne comprend encore cette volte-face qui fut la solution du désespoir, l'aboutissement d'une situation apparemment sans issue. Pourtant il n'y a aucun point commun de pensée entre le Saraoui de Tamanrasset et le plus modeste manœuvre de Dunkerque. Dans cinq siècles il en sera de même et cela tant que les hommes resteront figés dans leurs pensées et leurs coutumes locales.

En Algérie, des éléments ont été enthousiastes par bonne volonté, d'autres par raison. Ce sont les victimes de calculs plus obscurs. Le mythe des « féodaux » demeurant un poids sur des consciences algériennes un peu mal à l'aise, la naissance d'un ministère présidé par un M.R.P. (Pflimlin), parti quelque peu démagogique et haut profiteur du système, servit de prétexte à diffuser la croyance que l'Algérie allait être larguée. On se servit de phrases prononcées jadis par M. Pflimlin alors que M. Guy Mollet en avait prononcé de plus graves, à la Télévision canadienne en particulier, lorsqu'il envisagea l'indépendance de l'Algérie. L'incident Pflimlin n'est qu'un prétex-

te ; cela était important à déterminer pour essayer de comprendre l'évolution de la situation.

Une « révolution » déclenchée par des gens réputés « ultras » ne pouvait être jugée que comme un retour à une « politique colonialiste » Pour lever cette hypothèque, l'intégration fut lancée ; ainsi P.M.F. et Mollet demeuraient les « retardés » dans leurs projets de réforme. Le cœur n'y était pas, seule l'opération politique de dédouanement vis-à-vis de l'opinion comptait.

Si cette super-démagogie embarrassait les politiciens anti-colonialistes, elle mettait l'Algérie dans une situation beaucoup plus inextricable que celle créée par la médiocre loi-cadre en cours d'application. La loi-cadre donnait une représentation minoritaire française mais une représentation française quand même. L'intégration totale, c'est la loi du nombre, donc 9 musulmans pour un Français. Nous aurons donc un corps élu algérien entièrement ou presque musulman ; ce sera le résultat inévitable d'un renversement d'opinion subit. C'est le chemin inexorable vers l'autonomie, puis l'indépendance. Le 13 mai 1958, sauf régime militaire et guerre de Cent Ans, peut être considéré comme la date de naissance de la République algérienne.

Cet article est écrit trois mois après le 13 mai. Où est, en Algérie, l'enthousiasme du Forum ? Les lampions sont éteints, personne ne les rallumera.

Pendant ses voyages, le général De Gaulle a presque procédé à un plébiscite. Chaque fois, devant la foule il a spécifié « à part entière ». La foule a répondu oui. Le chef du Gouvernement semblait vouloir convaincre de cette chance qui lui était offerte par les irréductibles d'hier. Il a obtenu cette carte blanche, énorme dans le portefeuille d'un gouvernant.

Or, malgré cette liberté d'action, l'intégration semble un souvenir. Même M. Soustelle a déclaré ne pas avoir prononcé le mot. Le mot parait abandonné, mais son esprit demeure. Et alors surgissent les expressions « fédération », « confédération », avec la réalité du collège unique. Donc l'Etat à majorité musulmane dans l'Etat français. On a déjà oublié le résultat des autonomies puis interdépendances marocaine et tunisienne... Le 1er juillet, *après avoir obtenu de nouvelles concessions du gouvernement De Gaulle*, M. Bourguiba déclarait à l'agence officielle du Caire, que la Tunisie continuerait à aider les rebelles algériens en affirmant que si le général De Gaulle ne trouvait pas « une solution » pour l'Algérie avant la fin de l'année, les U.S.A. réviseraient leur attitude vis-à-vis de la France Ce qui suppose quand même des conversations « confidentielles » américano-tunisiennes... autrement dit, entre huit années de déboires nord-africains et huit jours de forums divers, on a choisi le chauffage à blanc des foules désaltérées avec des fonds officiels.

Aujourd'hui, l'opinion algérienne est plus divisée encore qu'avant le 13 mai... Les têtes se sont remises à réfléchir, les tendances se manifestent, les craintes reprennent, les questions de personnalités interviennent, les « Marius » de la révolution

ont tenu à se glorifier de leur rôle historique laissant les jalousies et les animosités faire leur œuvre de désagrégation. Et, à part ceux qui en vivent, les Musulmans, un moment excités par cette vague nouvelle, retournent pour la plupart, au double jeu F.L.N.-France.

Les militaires servent d'armature à la révolution algérienne — ou ce qui en reste — armature et ciment. Ils « tiennent » l'Algérie, doublent ou coiffent les services civils. Il se peut qu'ils aient manqué le coche dans le mois qui a suivi le 13 mai.

On a dit, écrit et répété que l'action de l'armée avait été jugulée par les hommes politiques. Nous n'oublions pas les chiffres officiels : 400.000 militaires français contre 60.000 rebelles réguliers et « supplétifs ». Si, dans le mois qui suivit le 13 mai, l'armée avait donné son maximum contre la rebellion pour la refouler définitivement en Tunisie et au Maroc, et nous débarrasser du baroud nord-africain, le coup d'Alger eut été bénéfique pour la France. Or, les « petits combats », les attentats continuent comme par le passé et la politique s'est emparée des cerveaux militaires.

L'opinion ne discerne-t-elle pas que *l'on* essaiera de peser dans la balance du referendum par la masse des voix algériennes alors que le résultat s'avère assez douteux et tangent dans la Métropole ? Et si l'appoint des voix d'Algérie devait *imposer* la nouvelle constitution à la France, pense-t-on que le citoyen moyen sera flatté que Mohamed ne sachant ni parler, ni lire, ni écrire le français, lui impose une loi qu'il repousse ? Si cette éventualité se réalisait, la sécession ne serait pas éloignée... Cette fois, la théorie sur la décadence d'un pays par le métissage de sa population serait colportée par les extrémistes de gauche !

Les Français d'Algérie ne paraissent pas avoir réfléchi à ces incidences avant de rejeter tous leurs principes — solides — de pérennité française. A moins que des Machiavels aient discerné l'avenir en réalistes puisqu'en raisonnant musulman, on peut prévoir le lendemain presque à coup sûr. Si une masse de gens honnêtes a cru à la réalité de la révolution, je demeure persuadé que certains leaders ne sont que des pions poussés — peut-être à leur insu — par d'habiles manœuvriers.

Dans cette aventure, des incidents me gênent.

L'affaire du 13 mai m'a remis en mémoire la lecture (indiscrète) d'une note d'un conseiller influent d'une grande compagnie pétrolière intéressée à l'exploitation du Sahara. Ce conseiller n'hésitait pas à recommander l'installation en force au Sahara et l'abandon total et complet de l'Algérie avec attribution du Constantinois à la Tunisie et de l'ancien sultanat de Tlemcen au Maroc.

Précisément le F.L.N. invective M. Bourguiba décidé à autoriser la construction du pipe-line pour évacuer le pétrole

franco-britannique d'Edjeleh, au moment précis où le Gouvernement tunisien vient d'accorder des périmètres de recherches pétrolières à l'américaine *Conorada* et à l'italienne *Oli Minerali* associée à une firme pétrolière américaine. Il y a de ces... hasards !

La tendance nettement probritannique de certains membres du C.S.P. Algérois, la mise à sac du centre culturel américain d'Alger, pourraient signifier que le groupe banco-pétrolier franco-britannique — bien en cour présentement — cherche à renforcer le barrage entre le Sahara et les pétroliers américains introduits dans la place par MM. Mollet et Gaillard, ce dernier avec l'idée du club méditerranéo-saharien. Si la solidarité anglo-américaine se manifeste au Moyen-Orient pétrolier menacé par les soviéto-arabes, la lutte demeure vive entre Londres et Washington pour la « position de repli » saharienne. Il ne serait pas extraordinaire que cette lutte soit à la base même de l'affaire du 13 mai déclenchée pour un prétexte... Puisque rien n'a changé depuis et qu'au contraire, les Algériens ont surenchéri en largesses politiques sur toutes les propositions des gouvernements précédents... Je crois que quelqu'un de très fin a mené un jeu *pour rendre la situation irreversible*. Peut-être le service secret britannique en Afrique du Nord dont M. Mac Millan, actuel premier ministre, est l'ancien chef.

Autre détail, M. Jacques Soustelle (considéré comme l'âme du complot mais que les Algérois avaient « oublié » de prévenir au moment de l'action) a effectué, récemment, plusieurs voyages en Israël. Il est président d'un groupe franco-israélien. Il a multiplié les déclarations — On lui prête un projet d'alliance avec Israël... de plus en plus menacé par la tâche d'huile nassérienne, syrienne, irakienne et, sans doute bientôt, libanaise et jordanienne. Cet autre genre de fédération ne nourrit qu'un but : la revanche de 1948 sur Israël et sa disparition sur la carte politique. Si les Arabes aidés par le matériel militaire des Soviets venaient à gommer le pays juif de la Palestine, il serait peut-être décent de trouver un refuge aux Israéliens. Pourquoi pas l'Algérie ? Dans un ouvrage paru l'an dernier (*Dossier secret de l'Afrique du Nord*) j'avais noté ce projet recueilli à Tanger. Les événements qui se dessinent lui donnent un singulier relief.

Il faudrait encore évoquer une idée que l'on croyait éteinte et qui revient à la surface chez des Français d'Algérie devant la position mitigée de la Métropole. Idée d'une République Algérienne indépendante à direction autoritaire européenne. Réalisation qui pourrait très bien se cheviller avec le précédent paragraphe...

En vérité, chaque tendance a son plan, chaque Machiavel tient solidement sa ficelle et bien malin qui pourrait pronostiquer maintenant le vainqueur final, c'est-à-dire celui qui sera maître de l'Algérie dans cinq ans.

Pierre FONTAINE.

L'affaire du ralliement du « général-poète » Bellounis (qui coûta quelques douzaines de millions à la France) que la presse française présenta comme un grand succès de M. Robert Lacoste, s'est terminée comme nous l'avions prévue. Bellounis, retourné au maquis rebelle avec ses 4.000 hommes, a causé beaucoup de dégâts avant d'être cerné et massacré par les troupes françaises. Erreur que l'on aurait pu ne pas commettre avec un peu d'intelligence du monde arabe.

A propos de M. Robert Lacoste, notons que M. Henry Coston publie dans *la Haute-Banque et les Trusts*, son dernier livre, que l'ancien ministre résident est actionnaire de la *Francarep* (société pétrolière, constituée par les Banques Rothschild-Worms), tendance pro-britannique, dont l'action coûte 1 million (page 32).

LETTRE A UN FRANÇAIS
de bonne volonté

« Je vous ai compris » Général de GAULLE
au Forum d'Alger, le 4 Juin 1958

Le Général de GAULLE dit nous avoir compris, nous Français d'Algérie qui avons fait le 13 mai et l'avons fait autrement que dans les bureaux de Presse ou très loin du G.G., du côté de la rue Berthezène...

Pourtant, avant sa venue à Alger, il s'était entouré des tenants du Système qu'il prétend vouloir abattre : Mollet, Pflimlin, Pinay, Jacquinot et l'inévitable Houphouët-Boigny font partie de son Ministère.

Ce sont, nous assurait-on des « potiches » sans importance, chargées de lui assurer son investiture. Voire...

Mais Malraux, défenseur et ami du communiste Henri Alleg, d'« Alger Républicain », se voit confier l'Information.

Lejeune, de la combinaison Gaillard, conserve le Sahara, détaché de l'Algérie, malgré la volonté formelle du Comité du 13 mai.

Cornu-Gentille, bradeur patenté de l'Afrique Noire, hérite de la France d'Outre-Mer.

Ramonet qui, 48 heures plus tôt, voulait lacher dans les rues de Chateauroux 2.000 rouges espagnols pour mater les partisans des « factieux » d'Alger, devient Ministre du commerce de la nouvelle Combinaison où M. Pompidou, Chef de Cabinet du Général, représente les intérêts sacrés de la Banque Rothschild.

Et à Alger, le Général arrive flanqué de deux Ministres : MM. Lejeune et Jacquinot que l'action énergique de certains membres du Comité du 13 mai a seule empêchée de paraitre au Balcon.

Je vous ai compris, s'écrie De Gaulle, mais quelques phrases après il ose rendre hommage au « courage » des fellagha auxquels il promet son pardon.

De retour à Paris, son premier geste est de faire libérer le Lieutenant Rahmani, détenu à la Santé pour atteinte à la sécurité de l'Etat, le second consiste à appeler dans son Ministère un mendésien notoire, M. Robert Buron, le troisième à désavouer publiquement le Comité du 13 mai, coupable seulement de lui avoir rappelé en termes un peu trop vifs à son gré les buts réels de la « Révolution » d'Alger.

Depuis, avec une goujaterie digne de son auteur, M. Malraux a rappelé le Général Salan à une plus modeste compréhension de ses « pouvoirs » lors de la désignation par Alger des Igames et préfets Militaires...

Le Général nous a compris...

Pourtant, il fait évacuer par l'Armée Française les postes que celle-ci occupait au Maroc et en Tunisie. Il reconnait inconditionnellement la souveraineté tunisienne sur Bizerte. Il reçoit en Hôtes d'honneur les envoyés de Mohamed V, en transit via Paris pour Tunis où ils devaient rencontrer les délégués du F.L.N.

Il échange avec Khrouchtchev des lettres de congratulation et donne à Vinogradov l'assurance que le Parti Communiste, ce parti qui « lutte contre l'Armée Française partout où elle se bat », conserverait son existence légale, et qu'aucun de ses Chefs ne serait arrêté.

Il proclame que, si le système était mauvais les hommes du système, eux, sont des modèles de compétence d'honnêteté, de civisme et de patriotisme.

Ainsi, il reconnait ces vertus à Edgar Faure, à Ramadier, à Mitterand, à Mendès et à ce Monsieur Moch que les lauriers de Kadar empêchent de dormir et qui rêvait de déporter dans des camps de déportation quelques dizaines de milliers de Français coupables seulement de vouloir rénover leur Patrie. Le Général n'a-t-il pas d'ailleurs dernièrement reçu longuement M. Moch ?

Il nous promet enfin de revenir à Alger... flanqué de M. Guy Mollet contre lequel Alger s'était dressé le 6 février 1956.

Un peu de patience encore, ô mes Amis du 13 Mai, et De Gaulle viendra faire acclamer Pflimlin sur le Forum...

Le Général veut se montrer généreux...

Mais il refuse le transfert des cendres du Maréchal Pétain à l'ossuaire de Douaumont.

Il refuse ainsi de tendre la main aux millions de Français qui sont restés fidèles à la mémoire du vainqueur de Verdun.

Le Général est généreux, mais il confie le Ministère de la Justice au plus haineux des partisans, M. Michel Debre, « le plus farouche des anti-européens, pour ne pas dire le plus soviétophile des « nationalistes ». M. Debre, par ailleurs, s'accomode fort bien de la présence à ses côtés dans le Cabinet De Gaulle de ces gens du « Système » qu'il promettait à la potence...

En fait, le Général de Gaulle portera la responsabilité d'avoir rejetté la réconciliation nationale « qu'il n'aura offerte, en définitive, qu'aux fellagha »...

Le Général De Gaulle nous a compris...

Seraient-ce les Français d'Algérie qui ne le comprendraient plus ?...

...jusqu'au jour où, comme nous, ils l'auront trop bien compris...

Français de bonne volonté, mon ami, le 13 mai tout pouvait être sauvé.

Tu avais réagi sainement contre un Régime de trahison ; tu savais *pourquoi* tu avais réagi et tu avais mis ce Régime à genoux.

Oui, tout pouvait être sauvé...

Mais l'on te refait aujourd'hui le coup du 6 février 1934 De Gaulle, comme Doumergue alors, s'entoure des hommes que tu vomissais ; il les couvre de son prestige et prend le contre-pied de tout ce que tu désirais ; il prétend t'imposer ce contre quoi tu t'étais révolté.

Encore Doumergue n'avait-il pas fait appel à Daladier comme De Gaulle vient de désigner Pflimlin ; encore Doumergue ne prétendait-il pas faire applaudir Eugène Frot par Paris comme De Gaulle voudrait faire acclamer Mollet par Alger.

En fait, De Gaulle et ses ministres se font les défenseurs d'un Régime que tu voulais abattre ; ils nient l'esprit véritable du 13 mai et rêvent déjà de mettre à la raison les « factieux » d'Alger.

Il te faut veiller, mon Ami,, si tu ne veux pas être trompé, si tu ne veux pas être brimé.

Entre la Révolution du 13 mai et le Général de Gaulle, « diviseur » naturel du Pays, il te faudra bientôt choisir.

Un groupe de Français du 13 Mai.

Pierre HOFSTETTER

DÉFAITISME BRITANNIQUE

Cette Grande-Bretagne qui força l'admiration de tant de gens et en exaspéra beaucoup d'autres par le civisme remarquable de son peuple, l'attachement de chaque citoyen aux traditions nationales et au mot d'ordre péremptoire « Dieu et mon Droit », et un patriotisme souvent vaniteux et chauvin, cette Grande-Bretagne qui repoussa toujours victorieusement toute invasion étrangère depuis 1066 est en train de consterner ses admirateurs les plus sincères par une vague de défaitisme assez extraordinaire. Ce défaitisme est tel que, si jamais il s'imposait dans l'actuel cabinet ou dans le prochain qui sera vraisemblablement socialiste, sous la pression d'une certaine opinion publique, il ouvrirait toutes grandes les portes du Royaume Uni à l'armée rouge et permettrait, sans coup férir, à Khrouchtchev de réaliser ce que ni Philippe II, ni Jacques II, ni Napoléon, ni Hitler n'avaient pu faire : envahir la Grande-Bretagne et maîtriser son peuple.

C'est la conclusion logique à laquelle on aboutit en étudiant les thèses des avocats britanniques d'un désarmement nucléaire unilatéral de leur pays et des animateurs des différentes manifestations qui ont eu lieu ces temps derniers, notamment à Londres, en faveur de ce désarmement. Un certain Stephen King-Hall, qui n'est pas communiste mais député conservateur aux Communes, vient par exemple de commettre un livre dans lequel il préconise le désarmement nucléaire, unilatéral et inconditionnel, de la Grande-Bretagne, et le simple maintien par celle-ci d'une force militaire limitée « pour assurer l'ordre intérieur ». King-Hall, qui est « commandant » dans l'armée britannique, et Sir par surcroît, suggère que son pays devrait se déclarer officiellement désarmé et annoncer que, si les Soviets l'at-

taquaient, il ne demanderait en aucun cas de l'aide aux Etats Unis. Il précise enfin que, pour la Grande-Bretagne, la seule manière d'échapper au péril actuel d'une destruction thermo-nucléaire « est de courir le risque d'une occupation soviétique ».

Bertrand Russell soutient exactement le même point de vue effarant. Ce lord sénile et athée assure ses compatriotes, avec cet esprit « libéral » qui le caractérise, que l'esclavage soviétique tel qu'on le pratique en Europe orientale et particulièrement en Hongrie, vaut mieux, après tout, que l'anéantissement à coups de bombes à hydrogène. Russell, qui est aussi un partisan du mondialisme, a évidemment lui, l'excuse de son grand âge : quatre-vingt-six ans. N'empêche qu'il exerce, bon an mal an, une notoire influence sur divers cercles de jeunes intellectuels où se forgent les élites de demain. L'absurdité, dans son cas, est que ce vieillard ne sait plus exactement de quoi il parle. Voici douze ans, il préconisait l'atomisation de la Russie pour l'amener à faire partie d'un gouvernement mondial. Il y a une année, il déclara : « La bombe à hydrogène est la bienvenue. Les armes atomiques sont les seules choses qui puissent mettre l'Est et l'Ouest sur pied d'égalité ». Aujourd'hui, Russell trouve que l'invasion mongole est préférable à un bombardement atomique. A la télévision, il a récemment décrit Lénine comme « le plus grand homme de son temps ». Lord Russell n'est pas décoré de l'Ordre de Lénine mais, ainsi qu'il fallait s'y attendre, de l'Ordre du Mérite britannique.

Entre King-Hall et Russell, une série de personnalités diverses militent en faveur du désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. J.B. Priestley, qui soutient en bloc toutes les causes de gauche, donna une pièce anti-militariste et anti-occidentale à cette télévi sion dont il disait, naguère, qu' « elle allait produire une génération de crétins ». Le révérend Donald Soper, dont les principes religieux semblent très bien s'accommoder de la présence de l'athée Russell, auteur d'un livre intitulé « Pourquoi je ne crois pas en Dieu », est certain que les Soviets n'utiliseront jamais leurs bombes H ; par conséquent, mieux vaut pour l'Angleterre qu'elle jette les siennes à la Tamise. Le chanoine Collins est

prêt, au nom du pacifisme, à endurer le martyre du cardinal Mindszenty. Naturellement, ces personnages sont solidement encadrés et épaulés par les communistes, les fellows-travelers de toute espèce et l'élément d'extrême-gauche du parti travailliste qui, depuis que Bevan s'efforce à la prudence en vue de l'importante place qu'il occupera dans un futur cabinet du Labour, ne s'appelle plus « bevaniste », mais, pompeusement, « victoire du socialisme ».

Contrairement à ce que l'on aurait pensé, ce mouvement — car il s'agit bien d'un mouvement général — pour le désarmement de l'Angleterre, un désarmement unilatéral, inconditionnel et immédiat, sans contrepartie des Soviets ni des Américains, récolte d'assez nombreux suffrages dans le public. Le pacifisme, on le sait, a toujours exercé une attraction formidable sur les électeurs. La paix est régulièrement le meilleur argument à offrir au bétail à élections. « Parler avec les Russes » est un slogan irrésistible que ne se font jamais faute de lancer les chefs de gouvernement un peu plus soumis que d'autres aux fluctuations du suffrage universel. Si la majorité des Britanniques ne sont pas encore convaincus par les thèses idiotes de MM. King-Hall, Russell et consort, par contre il est déjà significatif que 55 % d'entre eux désapprouvent définitivement l'installation de bases pour fusées sur sol britannique tout en nourrissant une foi inébranlable dans les résultats positifs d'une conférence au sommet. Les mêmes qui croient, sans savoir de quoi il s'agit, aux bienfaits mirobolants de la diplomatie de place publique, s'opposent aux bases de fusées. Ils sont 55 %. Il faudra peu de choses, encore six mois ou une année d'une campagne comme celle des Russell et autres King-Hall, encore six mois ou une année de pourrissement moral et intellectuel, pour que ces 55 % se prononcent massivement pour le désarmement nucléaire inconditionnel et unilatéral de la Grande-Bretagne. Alors Karl Marx, qui est enterré au cimetière de Highgate, dans le Nord de Londres, se réveillera dans sa tombe au martèlement du sol anglais par les divisions cosaques de Khrouchtchev, puisqu'aussi bien, la Grande-Bretagne étant pourrie à ce moment-là, l'Allemagne probablement toujours mé-

diocrement défendue, et la France restant ce qu'elle est, le tyran du Kremlin ne fera qu'une bouchée de la vieille Europe. On assure, en effet, que 1960 sera l'année des toutes grandes décisions. Les U.S.A. seront à nouveau, comme à l'époque de l'héroïque soulèvement magyar, en période d'élection présidentielle...

La « marche contre la bombe » qui se déroula entre le Vendredi-Saint et le Lundi de Pâques à Aldermaston, la manifestation massive pour le désarmement nucléaire qui se tint quelques semaines plus tard à Trafalgar square, ont montré que le pacifisme et le désarmement n'étaient plus, comme auparavant, l'apanage de groupes isolés de Bloomsbury ou de simples arguments de propagande du parti communiste local. La nation britannique, qui ne se releva jamais complètement de six ans d'une guerre stupide, qui est trahie par des leaders généralement médiocres et sans espoir de recouvrer un peu de sa grandeur d'autrefois à moins de renverser le système parlementaire à deux partis au moyen d'une révolution dont elle est d'ailleurs incapable dans les présentes conditions, traverse actuellement une crise morale, politique, intellectuelle d'une gravité indéniable. Ces protestations contre l'armement nucléaire ne sont que l'expression, en effet, d'un défaitisme apparemment sans précédent.

De multiples faits attestent que les choses ne sont plus ce qu'elles devraient être dans un pays qui se flattait, à juste et bon droit, de cultiver l'honnêteté, le civisme, le patriotisme, le respect des traditions, et d'avoir apporté la civilisation blanche et chrétienne jusqu'en Océanie et dans les Amériques. Jadis, les aventuriers et les conquérants de la première Elisabeth allaient s'imposer et faire la loi en des terres lointaines. Sous la seconde Elizabeth, les descendants de Drake et de Raleigh ont troqué l'audace et l'impétuosité pour les béquilles d'une sécurité sociale super-marxiste. Sous la seconde Elizabeth, ces aventuriers et ces conquérants des temps passés ne sont plus que de pauvres émigrants — deux cent vingt mille l'année dernière — fuyant une patrie apathique et désolée pour aller demander l'aumône en des pays que leurs pères découvrirent et créèrent. Sous la seconde Elizabeth, des malandrins insultent impuné-

ment la monarchie et un conseiller socialiste de Saint-Pancrass peut, impunément toujours, hisser le drapeau rouge sur le toit d'un bâtiment municipal à l'occasion du 1er Mai, et souhaiter publiquement que « ce drapeau rouge flottera un jour aussi au sommet du Palais de Buckingham ». Sous la première Elizabeth, par contre, un Altrincham, un Muggeridge, auraient eu la tête tranchée, et personne n'aurait regretté ces deux sots.

Il est évidemment dangereux de généraliser. Pourtant, un ensemble de faits et méfaits concourent à créer une atmosphère générale de malaise. Les frasques du jeune duc de Kent et le ridicule achevé de l'affaire Margaret-Townsend montrent que la famille royale n'est pas toujours digne d'un grand passé. Les acquittements dans le procès intenté à cet administrateur de la Banque d'Angleterre et à ses acolytes qui réalisèrent d'importants bénéfices au sein d'affaires privées lors du relèvement du taux de l'escompte l'été dernier laissent deviner de douteuses compromissions en hauts lieux. Les révélations au sujet des policiers de Brighton qui, grâce à quelques pots de vin, fermaient les yeux sur les activités de maisons de jeux illégales, ont éclaboussé le prestige de la police britannique. L'obtensible vulgarité de Norah Docker, ancienne artiste de music-hall devenue lady en épousant sir Bernard, un industriel israëlite enrichi dans la fabrication des canons pour la guerre juive de 1939, n'aide certainement pas à redorer le blason britannique. Et les sectaires puritains du Labour auront eu un coup de sang en apprenant l'autre jour qu'Aneurin Bevan, ce soit disant ex-mineur qui n'a jamais mis les pieds dans une mine, sauf pour des raisons électorales, ce révolutionnaire impénitent qui sera sans doute le prochain Foreign secretary, voire le premier ministre du Royaume uni, avait été surpris, à une heure avancée de la nuit en train de sombrer dans une douce ivresse, un cigare Churchill flanqué dans la bouche, au club Casanova, en la charmante compagnie d'une actrice italienne aux formes généreuses. On prétend à ce sujet que, n'était-ce à cause de sa femme, Jennie Lee, venimeuse comme une vipère et déchaînée comme une Anna Pauker, Bevan trouverait du bon au socialisme petit bourgeois et à la démocratie capitaliste.

Deux jours après que le ministère Gaillard s'effrondra à la suite, notamment, d'une avalanche de critiques contre les « bons offices » et la politique américaine, un journaliste demandait à Eisenhower, lors de sa conférence de presse hebdomadaire à Washington, ce qu'il pensait de ces critiques. Le président répondit à peu près : « Il semble que ce soit une tradition en France de blâmer autrui pour ses propres malheurs ». C'est exactement ce qui se passe en Grande-Bretagne, ou l'on note ce moment un singulier accès de xenophobie. Cette xénophobie est particulièrement anti-américaine, pour des raisons multiples et diverses, depuis l'installation de bases pour fusées jusqu'à la perte des bonnes manières attribuée à l'influence U.S. Mais cette xénophobie ne se limite pas aux U.S.A. Les Allemands sont critiqués parce qu'« ils travaillent trop », et les Japonais pour « leur concurrence commerciale déloyale ». Bref, les Anglais blâment un peu tout le monde, à la ronde, de ce qui semble être une lente mais inexorable déchéance. Il est malheureusement clair qu'il y a, comme dirait Shakespeare, quelque chose de pourri au royaume de Grande-Bretagne. Le bon sens, l'honnêteté, la fermeté de caractère britanniques paraissent finalement avoir succombé à vingt-cinq ans de démagogie démocratique qui ont amené une guerre épuisante, les Russes au cœur de l'Europe et la chute de l'empire. En 1940, sir Oswald Mosley, grand patriote qui a toujours placé l'intérêt de son pays au premier plan, fut emprisonné, sans procès, par simple « mesure de sécurité », pour la durée de la guerre. En 1945, fut condamné à mort à Londres William Joyce, dit Lord Haw-Haw pour avoir parlé à Radio-Berlin. D'un caractère inoffensif, Joyce n'exerça pour ainsi dire pas d'influence sur ses auditeurs. En revanche, aujourd'hui, trois messieurs parmi d'autres, Russell, Collins et King-Hall, préconisent ouvertement, publiquement, officiellement, le désarmement nucléaire total de leur pays, même s'il implique pour lui l'invasion rouge et le sort de la Hongrie. Normalement, puisqu'après tout nous sommes en guerre froide, ils devraient être passibles de la cour martiale et subir au moins le sort du traître Fuchs, voire celui des espions Rosenberg. Ce n'est pas possible, naturellement : Russell est un lord décoré de l'Ordre du

Mérite, Collins, un chanoine qui prêche quelque part dans Westminster, et King-Hall, eh ! bien, il siège aux communes dans les rangs du parti présentement au pouvoir. En démocratie, ne peut être traître que celui qui s'est, un peu ou beaucoup, opposé à la guerre. En 1939, bien sûr. Pas en 1958...

PIERRE HOFSTETTER.

Paul C. BERGER.

L'ALLEMAGNE a-t-elle perdu la guerre ?

Le Reich a subi en 1945 la plus grande défaite de son histoire. Que reste-t-il de ce désastre ? Une seule chose : sa division en deux tronçons. Mais y a-t-il vraiment deux Allemagnes ? Y a-t-il écartèlement et scission ou n'y a-t-il qu'amputation, séparation ? Le corps du pays a subi une mutilation, mais non sa tête, qui demeure intacte. L'énergie, la puissance virtuelles de l'Allemagne demeurent telles qu'elles furent autrefois, malgré la résection dont elle a été l'objet. Et le cœur ou le moteur de ce corps qui n'eut jamais de forme fixe, c'est à l'Ouest qu'il se trouve. Ainsi, malgré le partage territorial, l'essence de l'Allemagne a conservé son intégrité en ne perdant rien de sa force, ou presque.

Ce pays a prouvé que, même réduit aux deux tiers de son étendue, il est plus capable qu'un autre de se relever de ses ruines. A examiner la situation de la France et de l'Angleterre, il appert que celles-ci sont plus que l'Allemagne les victimes de la guerre et il ne fait aucun doute que si l'ancien Reich était reconstitué dans ses frontières de 1937, il dominerait aujourd'hui l'Europe. La guerre de 1939-1945 a atteint les vainqueurs européens de l'Allemagne dans leurs sources vives, mais elle n'a pas porté atteinte aux énergies profondes qui font la force, sans cesse renouvelée, de ce peuple dynamique. Telle est l'évidence objective qui s'impose à ceux qui examinent la situation de l'Europe, ce continent dominé depuis douze années par la Russie soviétique et les Etats-Unis.

Admettre que parmi les puissances européennes, l'Allemagne est le pays qui, dans son énergie potentielle, a été le moins affaibli par la seconde guerre mondiale, c'est comprendre pourquoi sa réunification se heurte à tant de difficultés. L'Ouest démocratique et l'Est communiste s'opposent en tout, sauf en ce qui concerne leur volonté secrète de refuser à l'Allemagne la place prééminente qu'elle occuperait si elle était réellement indépendante et si elle recouvrait ses territoires annexés par les Russes et par les Polonais. Malgré ce qu'ils en disent, les pays de l'Europe occidentale se félicitent *in petto* de la division de l'Allemagne et l'on peut être sûr qu'ils ne feront jamais un geste pour hâter sa fin. Les Etats-Unis ne s'opposeraient pas à la réunification de ce pays, mais, ici, d'autres éléments entrent en ligne de compte, qui sont pour eux d'un intérêt plus vital que l'intégrité territoriale de l'Allemagne et il va de soi que Washington préfère de loin exercer une forte influence sur la République fédérale que voir se constituer une Allemagne unifiée, échappant à la tutelle de l'Ouest.

Pour ce qui est des Russes, ils n'ignorent pas que le contrôle qu'ils exercent sur une partie de l'Allemagne leur confère un influence plus grande en Europe. Ils tiennent aussi à rester en République dite démocratique pour mieux assurer leur contrôle sur la Pologne. S'ils évacuaient purement et simplement l'Allemagne orientale, celle-ci abolirait les institutions communistes que les Soviets y ont imposées et, dès lors, la révolution mondiale ferait un grand pas en arrière. Ces raisons, et quelques autres encore, rendent la réunification de l'ancien Reich fort improbable pour le moment, car on ne voit pas ce qui pourrait déterminer les Soviétiques à abandonner le gage précieux et l'atout majeur qu'ils possèdent grâce à leur mainmise sur l'Allemagne de l'Est.

Les hommes politiques allemands ne cessent, comme c'est d'ailleurs leur devoir, de remettre sur le tapis la question de la réunification de leur patrie. Mais le peu-

ple, lui, ne s'y trompe pas. Ce qu'on a considéré comme étant de l'indifférence ou de l'égoïsme chez les Allemands de l'Ouest n'est peut-être, au fond, qu'un froid réalisme. Les citoyens de la République fédérale savent, ou pressentent, que la réunification n'est qu'un espoir lointain. Ils n'acceptent pas la situation créée, mais ils la subissent et s'en accommodent. Quant à ceux qui vivent à l'Est, la révolte matée du 17 juin 1953 leur a appris qu'à eux seuls ils ne pouvaient défaire ce que les vainqueurs de 1945 ont établi par la force. Ainsi, on peut dire que ce n'est pas l'Allemagne en tant que telle qui subit les conséquences de son effondrement d'il y a douze ans, mais les 17 millions d'Allemands qui ont le malheur de vivre en dehors de la République fédérale et de subir toujours le joug de l'occupant.

Le Traité de Versailles — cause première de tous les maux de l'Europe depuis un tiers de siècle — avait amputé le Reich wilhelmien de plusieurs territoires, mais ne l'avait pas morcelé. Treize années après la seconde débâcle, la situation de la zone soviétique peut être comparée à celle de l'Allemagne tout entière treize ans après l'armistice de 1918. par contre, la position de la République fédérale est aujourd'hui celle d'un pays vainqueur, vainqueur de sa défaite, de ses ruines, de ses difficultés. L'Allemagne de l'Est est sous la botte de l'occupant russe, son économie menace de s'effondrer, les habitants ont un complexe de vaincus et de victimes, tandis que les Allemands de l'Ouest ont conscience de leur liberté, de leur réussite économique et du prestige croissant de leur pays.

Sous peine de tomber dans la dialectique, on ne peut dire que l'Allemagne a gagné la guerre, mais on peut affirmer qu'elle ne l'a pas perdue autant qu'il semblait. Mais si les Russes lui permettaient d'opérer sa réunification, les choses changeraient du tout au tout. De tous les pays occidentaux qui ont pris part à la guerre, elle serait alors celui qui s'en serait tiré avec le moins de pertes (sauf en hommes), car, débarassée

de l'hypothèque morale du Traité de Versailles et libre de tout engagement à l'égard de territoires d'outre-mer, l'Allemagne deviendrait par la force même des choses la plus forte puissance du continent.

Et c'est bien pourquoi sa réunification n'est pas pour demain.

Paul C. BERGER.

LE TROISIÈME CONGRÈS DU MOUVEMENT SOCIAL EUROPÉEN

Nous publions ci-dessous le compte-rendu détaillé des travaux du troisème congrès du Mouvement Social européen qui s'est tenu à Malmo en Suède pendant les fêtes de Pentecôte, ainsi que nous l'avons annoncé dans notre précédent numéro.

Le Troisième Congrès du Mouvement Social Européen s'est tenu à Malmoë (Suède) à la Pentecôte. Il coïncidait d'ailleurs avec la 17e Assemblée Générale de la section suédoise du Mouvement.

Ce fut une brillante manifestation européenne. Il convient de noter, toutefois, que le Congrès n'avait pas été convoqué dans un but de propagande : il avait pour mission, avant tout, d'opérer l'affermissement de l'organisation internationale et de déterminer exactement l'idéologie du Mouvement.

Les élections italiennes ayant été fixées au 25 mai, nos amis d'Italie étaient évidemment dans l'impossibilité d'aller à Malmoë à cette date. Quant aux Français, ils furent empêchés par les événements récents. Le Congrès n'en a pas moins réuni près de cent cinquante personnes. Le siège en était la salle des fêtes de l'Hôtel Arkaden.

La matinée du samedi fut réservée aux délibérations des délégations étrangères. Le Congrès proprement dit commença ses travaux à 16 heures : M. Per Engdahl ouvrit la séance par un discours dans lequel il s'arrêta sur les perturbations de notre époque. M. Engdahl insista, d'autre part, sur l'urgence de la consolidation du Mouvement Social Européen, laquelle permettrait à ce mouvement de guider les nations vers une forme de gouvernement plus rationnelle que les régimes surannés de l'Europe contemporaine.

M. Engdahl est nommé président du Congrès, M. Karl-Heinz Priester (Allemagne) étant nommé vice-président et M. Bengt-Olov Ljungberg (Suède) secrétaire.

Le Congrès nomme ensuite quatre commissions. La première commission, présidée par M. Gunnar Berg (Suède), est chargée de mettre la dernière main au programme idéologique, en se basant sur les documents existants, à savoir : les principes arrêtés à Rome, ceux de Luxembourg, l'ouvrage de M. Priester sur la communauté militaire de l'Europe, le traité de doctrine corporatiste publié par M. Ernesto Massi (Italie) et le résumé de l'idéologie corporatiste établi par M. Engdahl. Ce résumé doit remplacer le manifeste relativement succinct, dit « Manifeste de Holzminden », qui avait été publié il y a quelques années.

La deuxième commission, présidée par M. Wilhelm Fraenckel (Suède) est chargée d'élaborer les statuts du Mouvement Social Européen, sur la base du projet de statuts adopté en 1955 par la Conférence de Luxembourg.

La troisième commission, présidée par M. Karl Hahnel (Allemagne), est chargée de l'étude des questions financières : il s'agit, notamment, de savoir si le mouvement européen doit donner son adhésion à la doctrine financière de M. Oscar Lohser, ingénieur à Vienne (Autriche).

Les questions d'actualité sont confiées à la quatrième commission, présidée par M. Engdahl.

Les commissions se réunissent à 17 heures.

A 20 h. 30, les congressistes s'assemblaient au siège de la section locale de Malmoë de la section suédoise. M. Engdahl y prit de nouveau la parole. Il insista sur le fait que les « néo-suédois » sont poursuivis, traqués... Il exhorta cependant ses auditeurs à prendre pour modèle les anciens Grecs qui, défaits aux Thermopyles, finirent par battre les Perses à Salamine. Le conseil de la section suédoise se réunit en fin de soirée afin d'étudier les moyens de renforcer la propagande.

Le jour de la Pentecôte, les congressistes se réunirent à 10 heures. M. Per Engdahl ouvrit la deuxième séance plénière du Congrès européen. Ayant fait une courte allocution, il donna la parole à M. Josef Knirsch, président-fondateur de l'Institution pour l'Economie Politique et la Réforme Fiscale, à Vienne. M. Knirsch présente à ses auditeurs M. Oscar Lohser, l'éminent économiste attaché à l'Institution.

Ce dernier prit ensuite la parole. Il exposa ses théories sur l'énergie mondiale.

Là-dessus, M. Karel Dillen, nationaliste flamand, fit un discours éloquent sur la communauté européenne et M. Wil-

helm Landig, de Vienne, une conférence fort intéressante intitulée : « L'Homme blanc et le monde de couleur ». M. Landig préconisa la liquidation immédiate du système colonial, ce système devant être remplacé par la coopération des nations de toutes les parties du monde (1).

Finalement, M. Priester prononça un discours pathétique dans lequel il fit appel à l'esprit de sacrifice des hommes de bonne volonté.

Après ce discours, M. Engdahl leva la séance et au bout de deux heures, il ouvrit l'Assemblée générale de la Section suédoise du Mouvement Social Européen.

M. le Pasteur Uno Fried (Suède) ayant prononcé un sermon, MM. Yngve Nordborg, Einar Palmquist et Per Engdahl prirent la parole à tour de rôle. M. Engdahl déclara que nous assistons en Suède à une crise financière très marquée, l'instabilité politique, la criminalité accrue et l'alcoolisme ayant encore aggravé la situation. M. Engdahl ajouta que la puissance de l'U.R.S.S. n'a jamais été aussi formidable qu'aujourd'hui. La prépondérance des Soviets est d'autant plus dangereuse qu'ils ont, pour eux, l'avantage moral. M. Engdahl espère cependant que nous ferons renaître les qualités morales du monde occidental, ce qui lui permettrait de lutter avec succès contre le communisme.

Les délibérations de la section suédoise eurent lieu, ensuite, sous la présidence de Mlle Nora Torulf, présidente du conseil de cette section. Mlle Torulf fit une allocution qui s'adressait aux jeunes : elle constata que les nouvelles générations commencent à se rallier à notre doctrine.

M. Roland Timmel, de Vienne, eut également son tour, le but de sa conférence étant de définir la notion de nation. Pour terminer, M. Priester fit une conférence sur la communauté stratégique de l'Europe. Il déclara que notre continent ne doit dépendre de personne, ni des Etats-Unis ni de l'U.R.S.S., et que nous avons intérêt à coopérer avec les nations asiatiques et africaines qui veulent également recouvrer leur indépendance. M. Priester estime, en effet, que le système colonial devrait être liquidé au plus tôt, d'autant plus que cela faciliterait la défense de l'Europe (1). Mais Priester s'étendit surtout sur la guerre atomique : il condamna la fabrication et l'expérimen-

(1) Nous pensons qu'il est inutile de préciser à nos lecteurs que si les circonstances nous avaient permis d'être présents à Malmö, nous aurions combattu avec vigueur cette thèse demagogique.

tation de ces instruments de destruction, lesquels devraient être soumis à un contrôle international (1).

M. Engdahl traduisit tous les discours et conférences au fur et à mesure.

La grande cérémonie organisée en commémoration des morts fut particulièrement émouvante. M. Per Engdahl rendit hommage à tous ceux qui sont morts pour leur foi et qui ont fait le sacrifice de leur vie pour le progrès de l'humanité... M. Engdahl toucha l'auditoire par ses paroles.

Le dîner réunit de nouveau tous les congressistes. Des discours furent prononcés par Mlle Nora Torulf, de Stockholm, Mme Meinecke, de Hanovre, MM. Karel Dillen, Wilhelm Landig, Karl-Heinz, Priester, Arthur Kielsen (Danemark), Einar Jontvedt (Norvège) et Sven Ohlin, de Gothembourg. On donna lecture des lettres et dépêches adressées à M. Engdahl par ses amis de l'étranger : le Général Arpad Henney, le chef des anti-communistes hongrois, MM. Maurice Bardèche et Ernesto Massi, ainsi que d'autres personnalités italiennes et françaises, etc...

●

Le lundi de Pentecôte, le comité féminin se réunit sous la présidence de Mlle Torulf.

Finalement, la dernière séance plénière eut lieu sous la présidence de M. Engdahl.

Les rapporteurs des commissions rendirent compte des délibérations de leurs commissions respectives. Ce sont MM. Klaus Wels, Wolfgang Fachmann et Karl Hahnel. Le Congrès adopta les principes arrêtés à Rome ainsi que ceux de Luxembourg, la commission d'études du Mouvement Social Européen étant toutefois autorisée à y faire les retouches nécessaires. Le Congrès remit aux sections nationales des exemplaires des ouvrages de MM. Massi, Engdahl et Priester, avec prière d'en assurer la publication.

Le projet de statuts fut également adopté, la commission d'études étant cependant autorisée à y apporter, le cas échéant, des modifications. D'autre part, le Congrès recommanda aux sections nationales de procéder à une étude approfondie des théories de M. Lohser. On surseoit pourtant aux décisions d'ordre économique.

---

(1) Nous avons également combattu dans D.O. cette attitude chimérique et dangereuse pour la sécurité de l'Europe.

Sur la proposition de M. Priester, le Congrès publia la déclaration suivante :

« Les membres du Mouvement Social Européen condamnent les dictatures, de quelque forme qu'elles soient, estimant qu'ils acceptent, par là, le principe de la liberté des hommes, des nations et des races.

« Ils s'opposent à l'expérimentation des armes atomiques et demandent la nomination d'une commission internationale ayant pleins pouvoirs de faire détruire les bombes atomiques, de fermer les manufactures de bombes atomiques et d'armes bactériologiques et, finalement, d'exercer un contrôle efficace sur les manufactures exploitant la force atomique dans un but pacifique.

Nous espérons que les Etats démocratiques ou censés tels, prononçant la clôture de l'époque d'après-guerre, consentiront à l'élargissement des soldats ayant combattu contre le bolchévisme. »

Là-dessus, M. Priester prit de nouveau la parole. Au Congrès de Rome il avait proposé de faire de Malmoë le centre du Mouvement Européen, cette ville étant à l'abri des revirements du continent européen. Il est évident, d'autre part, que le président du mouvement doit avoir l'intelligence, l'expérience et les connaissances nécessaires. Or, il n'y a qu'une personne qui ait ces qualités : c'est M. Engdahl. Il propose donc sa réélection.

M. Engdahl est réélu. Le Congrès est clos.

Maurice BARDÈCHE

Fascisme et pseudo-fascisme

LES réflexions que je vais faire sur le fascisme me sont venues en lisant le livre de Jean Créach' sur l'Espagne (1), Il faut que je commence par en parler. C'est de toute justice. L'éditeur écrit au dos du livre que cette étude est « la première grande synthèse objective qui nous soit donnée de l'Espagne contemporaine ». Bien que cette appréciation soit formulée en pathos, elle est juste. Le livre de Jean Créach' est même mieux que cela. C'est le livre d'un homme qui aime l'Espagne et les Espagnols, qui les connaît bien, qui les comprend. Depuis vingt ans, il a parcouru l'Espagne dans tous les sens et non seulement en auto sur ses grandes routes, mais en roulant dans ses trains pittoresques, en attendant des heures dans ses étonnantes gares grouillantes, en empruntant ses autobus bondés et torrides, en parcourant ses déserts à dos de mulet, en couchant dans les *fondas* de ses villages, en s'arrêtant longuement dans des *tascas* fraîches et bruissantes, en apprenant à connaître ses odeurs, ses parapets, ses couleurs, ses patios, en connaissant tout de l'Espagne, l'endroit où l'on pêche les meilleures crevettes, celui où l'on mange les meilleures *boutifars*, celui où l'on trouve les plus riches *tapas* et les faubourgs où les enfants chantent les plus jolies rondes. Pour cette seule connaissance humaine de l'Espagne, pour cet amour passionné du peuple espagnol, j'aimerais ce livre. Pour ceux qui s'intéressent à l'histoire et à la politique, ajoutons qu'il contient des renseignements inédits et très précieux sur l'histoire des natio-

(1) Jean CREAC'H. **Chroniques espagnoles : le cœur et l'épée.** Plon éd.

nalistes pendant la guerre d'Espagne et un résumé très bien documenté sur le déroulement de la politique espagnole pendant les vingt dernières années ; il n'existe, à notre connaissance, rien d'analogue en librairie, et les Editions Plon seraient bien inspirées si elles nous donnaient sur chacun des grands pays actuels une sorte de panorama de leur histoire politique depuis 1940, ce serait certainement une excellente collection.

C'est cette histoire de l'Espagne franquiste qui a été proprement le sujet de mes réflexions. On y voit vivre et s'ordonner une dictature qu'on a qualifiée volontiers de *fasciste*. Représente-t-elle ce que nous avons voulu ? Appelle-t-elle des réserves, est-ce là le fascisme ? Le livre de Jean Créach' peut nous aider à répondre à ces questions.

Mais, d'abord, à ce point de vue, lisons-le avec précautions. Jean Créach' aime tout de l'Espagne, sauf la Phalange ; il comprend tout de l'Espagne, il ne comprend rien à la Phalange. Et cette lacune pèse lourdement sur sa « synthèse » historique. Il dépouille la révolution espagnole de son âme, puis il lui reproche de manquer d'âme. Cette erreur initiale le condamne à n'avoir que des vues fragmentaires. Il promène sa caméra le long du paysage politique de l'Espagne franquiste, mais il n'en tire finalement ni vue générale, ni leçon. Il met bout à bout une Espagne en ruines, puis une Espagne affamée, puis une Espagne corrompue, puis une Espagne indécise et divisée et finalement, tout cela n'est qu'un montage. S'il y a un échec du franquisme, il ne nous dit pas *pourquoi* cet échec. C'est cela qui était important.

Au début de l'histoire du franquisme, il y a un double drame, et de ce double drame découle tout le reste. Le premier drame est l'accession à la souveraineté, pour des raisons d'opportunité, du chef militaire qui avait dirigé les forces nationalistes et que rien dans sa carrière ne préparait à être un chef politique, tandis que le jeune chef politique dans lequel se reconnaissait toute une partie de la jeunesse espagnole, la figure *fasciste* de cette révolution, José Antonio Primo de Rivera, disparaissait tragiquement. La conséquence en fut l'implantation d'une dictature technique alors que

le chef politique qui pouvait être associé à cette direction, l'animer ou lui fournir un utile contrepoids n'existait plus. Ainsi naissait un régime sans doctrine dont la mission allait d'être essentiellement de gouvernement, de réorganisation, de réparation, d'arbitrage, et dont l'activité essentielle allait être absorbée presque immédiatement par un problème capital, *faire vivre l'Espagne*. Car le deuxième drame fut le déclenchement de la guerre mondiale. L'Espagne s'éveillait à peine du cauchemar de la guerre civile quand la tourmente s'abattit sur elle comme sur toute l'Europe. Franco eut l'habileté de tenir son pays à l'écart, mais il ne pouvait empêcher qu'il fût affamé et comme assiégé, privé de matières premières, condamné à refaire seul ses forces, immobilisé dans une longue et étouffante convalescence. De cet état anormal, prolongé par la quarantaine imposée par les vainqueurs, le pays finit par sortir grâce à l'adroite et souple diplomatie de Franco : mais cette paralysie avait duré plus de dix ans. Pendant ces dix ou douze ans, la Phalange avait pu imposer peu de choses de son programme, parce que la nécessité était plus forte que la Phalange. Lorsque le pays put remuer enfin et se reconstruire, en 1950, la nécessité de vivre à petit feu avait déjà façonné l'Espagne franquiste et il était trop tard pour réaliser cette Espagne nationale-syndicaliste qu'avait rêvée José-Antonio : l'Espagne était comme une lave que le temps avait figée dans la position où elle se trouvait à la sortie de l'éruption. Les réformes sociales qu'avait obtenues la Phalange et elles ne sont pas sans importance (il manque sur ce point un chapitre essentiel au livre de Jean Créach) n'étaient que des réalisations fragmentaires. Les fatalités externes qui avaient pesé sur l'installation du franquisme avaient rendu la révolution fasciste impossible. Les tâches urgentes de rééquipement qui s'imposaient ensuite à l'Espagne absorbèrent toute l'attention. Il était trop tard. Les circonstances beaucoup plus que la volonté du *Caudillo* avaient forgé en Espagne un régime qui ne correspondait nullement à ce qu'avait rêvé José Antonio et ses compagnons et sans doute pas davantage à ce qu'aurait souhaité Franco auquel son « de-

voir d'Etat » de souverain et ses responsabilités immédiates avaient dicté sa conduite.

Il s'est donc développé en Espagne, sous la pression des circonstances, un *franquisme* qui n'a à peu près aucun rapport avec ce que nous appelons le *fascisme*. Et notre pensée n'est pas ici de faire des réserves et encore moins de porter une condamnation sur un des meilleurs hommes d'Etat qu'ait eu l'Espagne et dont le mérite éminent aura été de conduire son pays à travers les écueils d'une période difficile et de le maintenir à l'abri des aventures et des malheurs. Après avoir traversé ces vingt années dramatiques, l'Espagne peut dire comme Siéyès : « J'ai vécu ». Ce n'est pas une tâche si facile. Mais il est permis à ceux qui ont gardé quelque fidélité au fascisme de prendre leurs distances vis-à-vis de ce déroulement historique né des circonstances, de refuser à l'Espagne actuelle la dénomination de régime *fasciste* et d'en donner loyalement les raisons. Principalement à une époque où avec un homme très inférieur au général Franco, en habileté, en fermeté et en vues politiques, une partie de l'opinion française s'imagine qu'on se dirige vers le *fascisme* parce que nous avons posé un képi sur le buste de la République.

⁂

Le principe essentiel du fascisme est le suivant : le fascisme a pour but de donner à la nation le contrôle de toutes les forces nationales pour leur emploi le plus efficace et le plus juste et d'éliminer ou de neutraliser les coalitions matérielles ou idéologiques qui détournent au service d'intérêts privés ou étrangers les forces et les richesses de la nation. Cette mobilisation permanente de la nation pour son indépendance exige une direction stable de l'Etat, mais, contrairement à ce qu'on croit généralement, elle n'implique pour conséquence ni la suppression systématique des libertés ni surtout la protection d'intérêts privés, de privilèges, ou même d'un *statu quo* social injustifié dont le maintien s'exprime par le conservatisme. Au contraire, le fascisme véritable est l'ennemi essentiel et capital de tout conservatisme en vertu même du principe qui

l'inspire, et il a le devoir d'assurer autant que possible les libertés essentielles et en particulier la liberté d'opinion, car celle-ci est un de ses moyens indispensables pour rester en contact avec les réactions populaires.

Les expériences des régimes d'Hitler et de Mussolini ne sont que des versions locales du fascisme dont il est légitime de tirer un certain nombre de conclusions, mais à condition de ne pas oublier qu'elles ne sont ni l'une ni l'autre des modèles et qu'elles ont été altérées soit par les circonstances soit par des interprétations erronées. Le fascime ne comporte pas forcément le racisme qu'on ne retrouve ni en Espagne, ni en Italie. Il a été altéré chez Mussolini par un désir de parade et de vanité nationale propre au tempérament latin ainsi que par des déviations que Mussolini a corrigées lui-même en revenant à l'inspiration authentique du fascisme dans les institutions de la république de Salo. Il a été détourné de son but et de son esprit dans le national-socialisme parce que les nécessités implacables de la guerre ont empêché Hitler de réaliser son programme dont on ne peut juger les perspectives que sur les cinq années de paix qui ont duré de 1934 à 1939. Les fautes et les exagérations de ces régimes contiennent des leçons qui doivent nous mettre en garde : leur doctrine même doit être corrigée en tenant compte des circonstances spéciales dans lesquelles se trouvaient l'Allemagne et l'Italie et qui leur imposèrent des vues politiques qui n'ont rien à voir avec le fascisme. *Mein Kampf* n'est pas plus la Bible du fascisme que les discours de Mussolini. Le fascisme n'est rien d'autre, en réalité, que la déduction logique, variable pour chaque époque et pour chaque pays du principe que nous avons exprimé plus haut de la mobilisation permanente de la nation pour sa force et son indépendance.

Ce principe étant la seule base intangible du fascisme, il est clair que les applications qu'on peut en faire varient avec le pays et les circonstances. Par exemple, le fascisme ne postule pas nécessairement le parti unique qui n'est que l'instrument le plus commode pour la conquête du pouvoir ; mais l'expérience a

prouvé qu'il a ensuite beaucoup d'inconvénients et qu'il n'est pas l'instrument le plus propre pour tenir en mains l'opinion ni même pour maintenir l'esprit du mouvement, car il est facilement vulnérable à la sclérose et à la bureaucratisation. Le fascisme ne postule pas nécessairement non plus un dictateur. L'esprit fasciste, c'est-à-dire l'esprit national doit exister d'abord : il s'exprime ensuite selon les circonstances, soit par un homme, soit par une junte, soit par un mouvement populaire, soit même par un souverain. Ce qui importe ce n'est pas ce qu'on crie, mais une direction ferme conforme à l'intérêt national.

Il ne suffit donc pas qu'il y ait un dictateur ou un chef d'Etat muni de pouvoirs dictatoriaux pour qu'il y ait un régime fasciste. La dictature n'est en elle-même qu'une forme de gouvernement négative : elle supprime seulement certaines entraves à l'exercice du pouvoir, presse, assemblées, etc. Mais cela ne prouve nullement qu'elle ait un principe de gouvernement et un esprit fasciste. Il peut y avoir des dictatures qui ne sont nullement fascistes et qui sont même le contraire du fascisme. Nous devons nous séparer radicalement de cette idée fausse que le fascisme consiste à déléguer le pouvoir absolu à un homme. Le fascisme est au contraire un phénomène collectif par lequel une élite prend conscience qu'elle représente avec force l'esprit national : elle se donne alors les pouvoirs de faire prévaloir en tout cet esprit national et la délégation des pouvoirs à un chef choisi en son sein n'est qu'un des moyens de réaliser cet objectif.

Tout particulièrement, ce caractère collectif du fascisme le met au service du peuple et tout mouvement fasciste véritable doit être, en fait, un mouvement qui exprime une volonté populaire saine. Le mouvement nassérien est, à ce titre, un mouvement fasciste typique. En ce sens, le fascisme est non pas le contraire de la démocratie, comme on le dit trop souvent, mais un des aboutissements de la démocratie elle-même, une de ses transmutations pour ainsi dire, comme l'avait bien vu Maurras, qui estimait qu'il s'opposait par là à ses idées monarchistes. La revendication de la justice sociale est donc essentielle à l'esprit fasciste,

non seulement parce que le fascisme est au service du peuple, mais parce que le contrôle de toutes les forces nationales ne peut avoir pour résultat et pour objet que de faire du peuple le bénéficiaire des moyens retirés à ceux qui les usurpent. Tout fascisme véritable est, en réalité, *de gauche*, pour employer notre stupide vocabulaire politique actuel, bien qu'en fait pour détruire les bastilles idéologiques qui s'opposent à l'unité de la nation, les mouvements facistes se trouvent presque fatalement en lutte avec les intellectuels et les politiciens de gauche.

⁂

Ces remarques nous permettent de mesurer tout ce qui sépare le conservatisme de l'Espagne actuelle et aussi tout ce qui sépare le gaullisme du véritable fascisme. Si la base populaire du fascisme a existé dans un cas comme l'autre, les circonstances ont très vite écarté Franco de l'élite qui représentait cette base populaire et, pour faire vivre son pays, il a été obligé de faire de l'Espagne un régime d'immobilisme de fait qui s'est peu à peu solidifié en un système plus proche de l'Etat monarchique que de l'esprit fasciste. L'Espagne actuelle est une monarchie sans roi qui a traversé en retenant son souffle des circonstances difficiles ; à ce titre, elle représente un type de régime également éloigné des démocraties et des régimes fascistes. Elle n'est rien d'autre qu'un régime autoritaire.

En France, la base populaire du fascisme existait aussi dans l'armée et la population d'Algérie, mais celle-ci a été trahie aussitôt par l'homme qui en fut le bénéficiaire. Si l'Espagne de Franco est une royauté sans roi, le régime gaulliste est une démocratie sans Parlement. Il a échoué devant la mobilisation des forces de la nation, il n'a même pas cherché à la faire. Il n'a rien tenté contre les éléments de division et d'exploitation idéologiques ou économiques ; il n'a rien fait contre les partis, il a capitulé devant les trusts, les privilégiés et les monopoles de fait, il a même confirmé leurs privilèges et affermi leurs bases d'exploitation. Aucun des principes du fascisme ne se

trouve engagé dans l'expérience gaulliste. Au contraire, nous retrouvons en elle la plupart des lignes de ce *pseudo-fascisme* qui n'a cours que chez nos adversaires. Sans attendre la confirmation d'un échec trop prévisible, n'hésitons donc pas à dresser l'image du fascisme véritable contre l'utilisation abusive qui est faite aujourd'hui de ce nom qui redevient prestigieux.

M. B.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

CHRONIQUES

JOURNAL
d'une révolution manquée

Suite (1)

21 mai. — Une semaine s'est à peine écoulée depuis qu'a éclaté ce que dès maintenant on hésite à appeler la révolution d'Alger et déjà les événements piétinent.

L'espérance qui nous remplissait ce matin du 14 mai où tout semblait de nouveau possible, est maintenant inquiète et fragile et nous sentons proche l'instant où elle fera place à une amère déception. La situation quasi-révolutionnaire que semblait avoir créée le coup d'éclat d'Alger, se dégrade chaque jour un peu plus sous l'effet de l'asphyxiante apathie des Français de métropole. Tout porte à craindre que ce coup d'éclat, que certains prirent à tort pour un coup d'Etat, ne soit sans lendemain parce qu'il n'a pas provoqué le sursaut national qu'avec notre espoir incorrigible nous attendions il y a une semaine. Les Français, dans leur immense majorité, se refusent absolument à infléchir dans quelque sens que ce soit le cours d'événements qui vont peut-être orienter le destin de leur pays pour plusieurs années, mais dont ils ne veulent être que les spectateurs, et dont il n'est pas sûr qu'ils pensent qu'ils les concernent directement.

Ce calme extraordinaire de Paris et de toutes les grandes villes de France, cette absence de toute trace de passion ou de nervosité dans l'opinion, certains voudraient nous les faire prendre pour l'expression de la sagesse et du sang-froid d'un

(1) Voir « Défense de l'Occident », nº 53.

peuple avant tout soucieux d'éviter tout geste qui pourrait provoquer la guerre civile.

Nous nous demandons s'ils ne sont pas plutôt la preuve du scepticisme absolu que notre vieux peuple, obscurément écœuré par l'avilissement de la politique par la démocratie auquel il assiste sans protester depuis tant d'années, manifeste à l'égard de toute possibilité de renouveau politique de la nation.

Nous nous demandons aussi, si pour beaucoup, ils ne sont pas la preuve du prodigieux égoïsme et de la veulerie dont les vingt dernières années de notre histoire nous ont tant de fois offert l'affreux spectacle.

Si, comme le disait José Antonio Primo de Rivera, la Patrie est ce qui donne corps à un grand dessein collectif, alors le sentiment de la Patrie est mort au cœur d'innombrables français qui ont cessé depuis longtemps de croire que leur pays était une œuvre à faire jour après jour et encore moins qu'il avait une mission à accomplir et un avenir auquel donner un nom et une forme.

Personne sans doute dans les villes et dans les campagnes françaises, ne se lèvera pour défendre un régime à peu près universellement méprisé, d'un mépris hélas purement négatif et qui ne s'accompagne d'aucune volonté réelle de changement. Mais personne non plus ne se lèvera pour hâter sa fin et l'absence de tout mouvement répondant en métropole à l'insurrection populaire d'Alger confirme d'une manière éclatante ce que nous écrivions il y a quelques mois dans « *Défense de l'Occident* » sur l'inexistence de l'opposition.

Cette inexistence, nous pouvons en mesurer aujourd'hui les désastreuses conséquences car c'est elle qui causera l'échec dès maintenant prévisible et sans doute inévitable du « coup d'Alger ».

22 mai. — Notons vite sur ce carnet avant que l'oubli ne s'en empare, ces quelques faits que rapportent les journaux de ces jours-ci.

Les communistes, soucieux de ne pas rompre la touchante unanimité républicaine qui s'est formée à l'Assemblée nationale autour du gouvernement Pflimlin, et manœuvrant avec l'habileté et la souplesse qui leur sont coutumières pour rentrer dans le jeu du « système » à la faveur des événements et tenter de reconstituer le Front populaire, ont voté en faveur de la motion Deixonne rendant hommage à l'Armée et faisant confiance à ses chefs qu'hier on traitait de factieux.

UNIVERSITY OF MICHIGAN LIBRARIES

Aucun parlementaire n'a protesté contre l'association des communistes à cet hommage, qui n'exprime rien d'autre il est vrai, que l'affolement et la lâcheté des hommes du régime en proie à la plus laide panique devant la menace d'un lâcher de « paras » sur le Palais-Bourbon, et ne s'est rappelé à cette occasion le mot d'ordre du P.C. pendant la guerre d'Indochine : « combattre l'armée française partout où elle se bat ».

Isorni a voté pour le renouvellement des « pouvoirs spéciaux » par « souci de la continuité » et par désir de conférer la légitimité républicaine aux pouvoirs délégués par Pflimlin à Salan. Sans doute son attitude s'explique-t-elle par un antigaullisme instinctif dont nous comprenons les raisons sentimentales mais dont les raisons politiques nous paraissent beaucoup moins convaincantes car entre de Gaulle qu'Isorni, fidèle à l'homme qu'il fut en 1945, continue à détester et le régime contre lequel il fut élu en 1951 et auquel par mollesse libérale et par manque d'idée politique il s'est finalement rallié, quelle différence ?

Isorni, à contre-cœur sans doute, défend contre de Gaulle le régime qui finalement pour se sauver appellera sans doute de Gaulle et se compromet inutilement dans la comédie à la fois grotesque et honteuse dont Pflimlin nous donne depuis dix jours le spectacle ridicule. Comment ne voit-il pas qu'il sera jugé sans indulgence par beaucoup de ceux qui pourtant n'oublieront jamais le jeune avocat ardent et généreux qui défendit Brasillach ?

Mendès-France a demandé au gouvernement au cours de la séance où lui ont été renouvelés les « pouvoirs spéciaux » de rappeler les chefs de l'armée à leur devoir et à l'honneur. Propos encore plus stupide que scandaleux car on ne voit pas bien, usant de quelle autorité, ce gouvernement pourrait maintenant rappeler qui que ce soit à quoi que ce soit.

Pflimlin a déclaré au Sénat qu'on ne pouvait envisager de restaurer la République en partant d'un pouvoir nouveau qui serait né en Algérie. Bien imprudente parole la veille même du jour où Pinay, précipitant l'évolution de la crise vers la solution gaulliste que souhaitent, sans oser l'avouer, les hommes du système, prenait la route de Colombey pour demander au général de s'interposer entre le régime et les paras. Car enfin si le général, ramassant à nouveau la République dans la boue où elle se roulait à plaisir, prend le pouvoir comme on l'en presse, de qui le tiendra-t-il, de Pflimlin à qui les généraux et les préfets n'obéissent déjà plus, ou d'Alger dont l'explosion d'angoisse et de colère a fait trembler la maffia du régime ? Qui donc dans ce cas sinon M. Pflimlin lui-même, c'est une

justice à lui rendre, aura davantage contribué à *restaurer* la République en favorisant l'arrivée au pouvoir d'un homme qui le tiendra d'un mouvement dont l'objectif était sans doute de la détruire ?

La grève générale ordonnée par les communistes l'après-midi où de Gaulle donnait sa conférence de presse à l'hôtel du Palais d'Orsay a été un échec total. C'est, jusqu'à maintenant, le seul résultat positif de la crise née des événements d'Alger. Si celle-ci ne se dénoue pas de la manière révolutionnaire que nous souhaitons elle aura au moins démontré de manière irréfutable d'abord l'extraordinaire déclin du communisme français en tant que force de subversion, ensuite la désaffection totale des Français des classes populaires pour le régime républicain. Non seulement ils ne sont pas prêts à mourir pour lui, mais ils ne sont même pas décidés à lui sacrifier deux heures de salaire. Sur ce point encore les événements confirment la justesse des analyses que nous avons faites il y a quelques mois dans « *Défense de l'Occident* ». Si la IVe République meurt, elle mourra de la prospérité *qu'elle n'a pas pu empêcher*, avec son cortège de ventes à crédit d'automobiles, de réfrigérateurs et de logements, et l'obsession du week-end et des vacances. Elle mourra aussi de l'indifférentisme politique que les hommes auxquels elle avait confié le soin de faire l'opinion publique ont cru si habile de favoriser et de cultiver.

23 mai. — Si fallacieuse et même dangereuse qu'ait pu souvent paraître la distinction maurrassienne du pays légal et du pays réel, jamais sans doute elle ne s'est imposée avec autant de force et d'exactitude qu'aujourd'hui. Le pays réel croit à la chute prochaine de la IVe République, ce qui ne veut pas dire, ne nous berçons pas d'illusions, qu'il souhaite la disparition d'une démocratie, d'ailleurs purement formelle, dont il reconnaîtrait la malfaisance, ni qu'il répudie les principes sur lesquels repose depuis près d'un siècle la vie sociale et politique de la nation. Il n'en éprouve d'ailleurs ni indignation, ni enthousiasme mais il constate simplement, comme un fait d'ores et déjà acquis, que les événements issus du coup d'Alger sont en train de mettre fin au règne des politiciens incapables auxquels de Gaulle qu'il attend et même parfois espère contre tout bon sens, a si intelligemment ouvert la voie.

Le pays légal, parfaitement incarné en l'occurence par Pflimlin, fermant obstinément les yeux sur ce qui se passe en-dehors de lui, sur ce qui se prépare contre lui, de plus en plus enfermé dans son univers de rites dérisoires, de discussions byzantines

et de jeux stériles croit encore qu'il peut se sauver par une réforme de la constitution sur laquelle d'ailleurs personne n'est d'accord. Radicaux et Socialistes polémiquent burlesquement à propos d'un système « présidentiel collégial » et du « contrat de législature » alors que le pays réel a rompu depuis huit jours le contrat qui le liait à la IVe République.

Mais l'aveuglement et la sottise de la presse sont tels que *Le Monde* annonçait hier à ses lecteurs une « véritable refonte du régime ». Servan-Schreiber était tout de même moins sot et plus honnête qui, dans *l'Express* de cette semaine, parlait de la « totale irréalité de l'atmosphère parlementaire ».

24 mai. — Parmi les commentaires, en général hostiles ou hypocrites, qu'ont fait naître dans la presse étrangère les événements d'Alger, en particulier dans la presse anglo-saxonne, retenons aujourd'hui, pour l'intelligente amitié dont il témoigne pour la France réelle, celui *d'Azul y blanco*, l'hebdomadaire péroniste de Buenos-Aires :

« Il ne paraît pas impossible, écrit-il, que les Français d'Algérie et que les musulmans insurgés arrivent à un arrangement, car pour que l'Occident puisse entamer avec l'Orient le dialogue qu'exige la paix du monde, il est nécessaire qu'il soit sincère avec lui-même et qu'il reprenne le chemin de sa tradition et de sa foi. Telle peut être la grande leçon que la France nous donne à cette heure cruciale de son destin ».

Cette recherche d'une solution du problème nord-africain fondée sur l'entente sincère des nationalistes français et des nationalistes arabes au terme d'un dialogue franc et loyal, faut-il rappeler que nous n'avons cessé de la souhaiter et que c'était elle qui, il y a deux ans, inspirait le nationaliste français Maurice Bardèche et le nationaliste arabe Mohamed Selim Al Higazi dans un échange de lettres que les lecteurs de « *Défense de l'Occident* » n'ont sans doute pas oubliées.

« Je soutiens, écrivait Mohamed Selim Al Higazi, que le problème (nord-africain), ne peut être efficacement résolu que s'il est discuté et tranché par des Français et des Arabes nationalistes ; car, seulement dans ce cas, la question pourra être traitée en partant de principes opposés apparemment inconciliables, mais en réalité unis par les sentiments communs et respectés de deux patriotismes sincères. »

A quoi Maurice Bardèche, définissant l'essentielle condition du dialogue qui nous était ainsi proposé répondait : « Un véri-

table dialogue entre nationalistes français et nationalistes arabes ne peut s'ouvrir que si les Arabes identifient les forces qui sont les ennemis véritables à la fois du nationalisme arabe et du nationalisme français et s'ils cherchent à établir une doctrine du nationalisme qui ait pour base, non la haine absurde et stérile contre les Français, mais les conditions mêmes de leur indépendance et de la nôtre. »

Autrement dit l'indépendance réelle et la renaissance des peuples arabes sont conditionnées par l'indépendance et la renaissance de la France et de l'Europe dont ils sont les alliés naturels et indispensables à la constitution de cette troisième puissance eurafricaine dont l'existence fait si cruellement défaut. C'est à une conclusion du même ordre qu'arrive *Azul y blanco* lorsqu'il écrit au terme de cet article :

« Quant à la crise française actuelle, ou les forces nationales s'imposeront ou la France sera réduite au rôle de porte-avion des Etats-Unis, ou de Grand Hôtel de Tourisme mondial. »

25 mai. — L'évolution de la crise vers une solution gaulliste semble se précipiter depuis 48 heures. Dans la confusion et le désarroi où nous plongent l'écroulement du régime et l'absence d'une opposition capable de lui succéder et d'accomplir enfin la révolution anti parlementaire et anti capitaliste qui réaliserait le socialisme national grâce auquel la France pourrait participer efficacement à la restauration de l'Europe et procéder avec le minimum de risques à l'inévitable transformation de ses rapports avec les peuples d'outre-mer, force nous est bien de nous résigner à cette solution en espérant que le général aura appris quelque chose au cours de sa longue retraite ou qu'il ne sera, tel Néguib, qu'un instrument entre les mains des jeunes généraux et colonels de l'armée d'Afrique qui l'auront porté au pouvoir.

Qui est de Gaulle aujourd'hui ? C'est la question que nous nous posons quelques amis et moi, depuis quelques jours.

S'il est toujours l'homme des années 40 à 45, l'homme que décrivent les « Mémoires de Guerre » et dont Bernard Vorge disait si justement dans « *Défense de l'Occident* » que le comportement illustre le « sur-moi » des psychanalistes, alors on peut redouter le pire de son retour au pouvoir, et c'est Isorni qui a raison, mieux vaut le régime sans de Gaulle que le régime plus de Gaulle. Mais de Gaulle a peut-être changé, je dis peut-être parce que les propos qu'il a tenus au cours de

sa conférence de presse et le ton de ces propos, perceptible même lorsqu'on ne les a pas entendus, n'incitent guère à l'optimisme ; ou s'il n'a pas changé il a en tous cas vieilli et on peut espérer que ramené au pouvoir par des événements dans lesquels il n'a eu aucune part et par des hommes qui sont tous plus jeunes que lui et dont beaucoup n'ont pour lui ni admiration ni sympathie, il ne sera que la figure de proue dont toute révolution a besoin à défaut d'une doctrine cohérente.

Pinay, qui s'est entretenu avant-hier pendant plus d'une heure à Colombey avec le général et qui l'a trouvé « extrêmement ouvert, très aimable et très affable » presse Pflimlin d'entrer personnellement en contact avec de Gaulle qui se serait déclaré prêt à assumer le pouvoir pour une durée limitée, et la presse parle d'un mandat d'un an et même de six mois.

L'amabilité de l'accueil réservé par de Gaulle à Pinay où certains voient le signe soit de son habileté manœuvrière soit de l'évolution de sa personnalité me paraît au contraire très conforme à l'orgueil du personnage flatté que ce petit M. Pinay pour lequel il déclarait naguère n'avoir pas sauvé la France vienne aujourd'hui, en lui déclarant que la France entière l'attend, le supplier de protéger les hommes du système contre la colère d'Alger et l'impatience des paras.

De fait la pression d'Alger sur Paris se fait de plus en plus forte et les « Vive de Gaulle » terminent rituellement les discours que prononcent Salan, Massu et Soustelle au cours des manifestations de masses dont les grandes villes d'Algerie sont journellement le théâtre.

Les fellagha et leurs amis eux-mêmes participent à la campagne gaulliste. A Montreux, Ferhat Abbas déclarait il y a trois jours que seul de Gaulle était capable de trouver une solution au conflit et Amrouche formule dans l'*Express* l'espoir que le général ne capitulera pas devant Alger et « sera assez grand pour reconnaître l'indépendance de l'Algérie ».

La presse d'opinion, en particulier la presse hebdomadaire, reste toutefois partagée en face de la perspective du retour au pouvoir du général.

L'Observateur et *Témoignage chrétien* sont contre, à fond. Mauriac se rallie à de Gaulle dans l'*Express* où Servan-Schreiber réclame une République populaire pour barrer la route à l'assaut des « légions ».

Tandis que *Rivarol* hésite entre la répulsion que lui inspire l'homme de l'épuration et la reconnaissance de l'impossibilité

actuelle de sortir sans lui du régime dont il est le fondateur. *La Nation Française* de Boutang à Pierre Andreu est toute entière derrière le général et a pris l'initiative d'un appel à de Gaulle qu'ont signé Gabriel Marcel, Jean Paulhan et Raoul Girardet.

26 Mai. — La situation va-t-elle se dénouer de la manière révolutionnaire que nous souhaitons depuis le 13 mai et allons nous éviter un « retour de Colombey » qui ne serait que la version 1958 de ce « retour de Tournefeuille » qui enterra avec une parfaite dignité bourgeoise et républicaine et avec la caution d'une de nos plus illustres gloires militaires les espoirs naïfs qui soulevaient les cœurs des vingt-deux morts du 6 Février et de leurs camarades ?

Il est peut être à nouveau permis de l'espérer aujourd'hui, où la radio nous apporte la nouvelle inattendue du ralliement de la Corse au mouvement d'Alger. Celui-ci reprend ainsi brusquement un caractère insurrectionnel et révolutionnaire que les hésitations et les faiblesses de certains de ses promoteurs pourtant les plus décidés à abattre le régime et les manœuvres temporisatrices de ses éléments gaullistes attachés uniquement à favoriser, quelles qu'en soient les conditions, le retour au pouvoir du général, lui avaient fait perdre très rapidement.

A Ajaccio où avec Arrighi, député de l'île, viennent d'arriver plusieurs membres du comité de salut public de l'Algérie, la foule serre sur son cœur et couvre de fleurs les paras qui se sont emparés sans coup férir de la préfecture d'où le Préfet a été fort poliment mis à la porte par le colonel Thomazo dit « nez de cuir » auquel les autorités d'Alger viennent de confier l'exercice des pouvoirs civils et militaires.

Cet épisode corse, si plaisant par son atmosphère de gaieté et de foule heureuse, si émouvant aussi par l'explosion du vieux patriotisme bonapartiste amoureux de la gloire militaire, va à n'en pas douter, donner un tour dramatique à la crise qui s'enlisait dans les intrigues convergentes des politiciens du « système » et du gaullisme et dans l'indifférence de l'opinion métropolitaine.

Tout porte à croire en effet qu'il constitue le prélude décisif à cette conquête de la métropole, nous dirons à cette libération, par les forces coalisées des « sudistes » et de l'Armée dont les marxistes bourgeois de *l'Observateur* et les révolutionnaires de salon de *l'Express* agitaient l'épouvantail, à la longue dérisoire, depuis tant de mois.

Hier, la situation apparaissait sans issue. Alger se durcissait dans une *dissidence* hétérogène et incertaine d'elle-même, se refusant à s'avouer telle et à en tirer toutes les conséquences, et de plus paralysée et vouée à l'échec par l'insuffisance dérisoire de son objectif politique : un Gouvernement de Salut public présidé par de Gaulle.

En face Paris jouait de plus en plus à la fois la carte de la durée, espérant ainsi non sans raison user la révolte algéroise, et celle de la « défense républicaine » qui, au moment même où les événements révèlent l'impuissance et le déclin du communisme français conduit tout droit au Front populaire que le gouvernement Pflimlin prétend, sans doute sincèrement, repousser.

Les événements de Corse vont peut-être rendre impossible le compromis gaulliste qui seul pouvait permettre de sortir de l'impasse à laquelle conduisaient inéxorablement l'indécision de certains hommes du 13 mai et la rouerie de quelques autres.

Sans doute n'éviterons-nous pas de Gaulle puisque l'épuration dont il fut l'impitoyable ordonnateur a décapité le nationalisme français réduit à l'impuissance où nous le voyons aujourd'hui, mais nous éviterons qu'il revienne en arbitre et dans l'équivoque politique qui est décidément l'essence même du gaullisme, et qu'il prétende tenir son pouvoir de personne d'autre que les insurgés d'Alger et les colonels de l'armée d'Afrique qui semblent maintenant résolus à rejeter catégoriquement toute solution de compromis avec les hommes du régime et à exiger la disparition des institutions actuelles.

27 Mai. — Tandis que les éléments les plus « durs » du comité central de salut public de l'Algérie et du Sahara dont fait partie Robert Martel, ami des premiers jours de *Défense de l'Occident*, réaffirment que le mouvement déclenché par eux étant irréversible ils sont opposés à toute négociation avec les hommes du système et qu'il ne saurait être question qu'ils acceptent l'investiture de de Gaulle à la tête d'un gouvernement d'Union nationale « plus ou moins dans le cadre du système », le général a fait publier ce matin un communiqué qui donne à entendre que son arrivée au pouvoir est imminente et dans lequel il déclare, dans ce style inimitable qui n'appartient qu'à lui qu'il a « entamé le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain ».

Ainsi, comme le confirment d'ailleurs les journaux de ce soir, qui annoncent qu'il aurait rencontré la nuit dernière à Paris

Pflimlin ou Mollet, de Gaulle, soucieux d'éviter non pas la guerre civile, le souvenir des sanglants événements de 1944-1945 est là pour nous rappeler qu'elle ne l'effraie pas si elle doit être le prix de son retour au pouvoir, mais de ne pas être pris de vitesse par les éléments les plus révolutionnaires civils et militaires de l'insurrection d'Alger et de pas tenir d'eux seuls son pouvoir, ce que son incommensurable vanité lui interdit d'accepter, négocie les conditions de son retour avec les hommes du système.

Voilà qui ne fera pas plaisir aux hommes du 13 mai tout au moins à ceux qui ne font pas partie de la clique gaulliste « parachutée » dont Delbecque, créature de l'ambitieux et fourbe Chaban-Delmas et l'intrigant boutiquier stéphanois Neuwirth sont les plus beaux spécimens.

Pflimlin qui, il y a cinq jours déclarait encore dans une allocution radio-télévisée qu'il ne serait pas admissible qu'une fraction de la nation tente d'imposer sa volonté au pays tout entier et annonçait son intention de demander au Parlement de voter aujourd'hui le projet de réforme constitutionnelle hâtivement élaboré par son gouvernement dans la plus noire confusion et au milieu des plus sordides querelles partisanes est pratiquement démissionnaire.

Dans *Le Monde,* Maurice Duverger intitule son article » Le dernier quart d'heure ». C'est peut être en effet le dernier quart d'heure de la IVe République mais sûrement pas celui du régime. Duverger ne s'y trompe pas d'ailleurs qui supplie les personnages consulaires du régime d'appeler de Gaulle pour sauver la République et qui adjure les républicains de préparer « le jour où, le train remis de nouveau sur les rails, il faudra de nouveau faire fonctionner les institutions de la République ».

28 Mai. — Alger semble avoir accueilli sans grand enthousiasme la déclaration faite par de Gaulle hier matin, et qui, comme il était facile à prévoir, n'a pas du combler d'aise ceux des membres des comités de salut public qui s'étaient jurés d'abattre le régime.

En effet non seulement de Gaulle n'y a pas parlé de changement de régime mais il n'a même pas repris l'expression « Gouvernement de Salut public » chère aux hommes d'Alger marquant au contraire par le choix de l'expression « Gouvernement républicain », une volonté de continuité qu'on ne peut manquer d'opposer à la volonté de rupture qui anime des

hommes tels que Martel, Lagaillarde, Goutaillier, Lefebvre et Merlo.

Il a même cru habile pour désarmer sans doute l'opposition, grandissante depuis les événements de Corse, des partis de gauche et du Centre et rassurer Guy Mollet et Lacoste qui lui ont écrit pour lui exprimer leurs alarmes devant les menaces que les « aventuriers » d'Alger font peser sur la République, de désapprouver toute action, « de quelque côté qu'elle vienne », qui mette en cause l'ordre public.

Ainsi de Gaulle a-t-il tenu à prendre ses distances et même à blâmer aux yeux de la gauche, l'action des « fascistes » algérois.

Les journaux relatent ce matin les « heures dramatiques » qui ont précédé au Palais-Bourbon la démission de Pflimlin.

Convoquée en principe pour voter sur la proposition de résolution gouvernementale relative à la révision de la constitution, l'assemblée avait en fait à se prononcer pour ou contre la démission de Pflimlin. Il est en effet évident que ce dernier, en dépit de son affirmation péremptoire, prononcée d'ailleurs disent les témoins, sans aucune conviction : « Pour le gouvernement le chemin du devoir est clairement tracé ; nous ne créerons pas la vacance du pouvoir », cherchait, en provoquant un vote hostile des communistes, a être renversé pour laisser le chemin libre au « processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain », annoncé par de Gaulle.

Abandonné par l'assurance orgueilleuse et tranchante qui le caractérise et, comme le lui dit crûment le gaulliste de Lipkowski, par ce pouvoir qu'il désirait si passionnément exercer, Pflimlin, sourd aux admonestations de la gauche et de l'extrême-gauche, aura fait une fin sans gloire en démissionnant, au mépris de la Constitution, avec plus de 200 voix de majorité, sans dire les raisons, connues de lui seul sans doute et de quelques uns de ses ministres, de sa démission.

L'Armée aurait-elle, d'Alger, adressé un ultimatum à Paris et menacé Pflimlin, au cas où il s'obstinerait à rester, de passer à l'action contre la métropole ? Certaines paroles du Président du Conseil sur les raisons de son entrevue avec de Gaulle, dont il a toutefois pris soin, et c'est une précision capitale et qu'il faudra retenir, de préciser que c'était le général qui l'avait sollicitée, le donnent à penser. Il a en effet parlé de son devoir de ne pas repousser la possibilité d'épargner au pays l'épreuve de la guerre civile et de la nécessité de demander

à de Gaulle d'user de son autorité pour retenir l'armée sur la voie de l'insurrection.

Seul dans ce concile de lâches, d'hypocrites et de menteurs, Mitterrand, dont il faut reconnaître la franchise et le relatif courage, aura montré et dit qu'il n'était pas dupe de la comédie qui se jouait.

Je dis relatif courage parce qu'après avoir rappelé à Pflimlin qu'il avait des devoirs vis-à-vis de la majorité qui avait pris des risques en lui accordant l'investiture, ce qui est vrai, Mitterrand trahissant la peur qui l'envahissait, a fait allusion à la « vindicte populaire, ou plutôt à celle d'une conjuration secrète » à laquelle Pflimlin abandonnerait en disparaissant « à la sauvette » les « membres récalcitrants de sa majorité qui disent qu'un contrat doit être tenu jusqu'au bout ».

Devançant la décision de Pflimlin qu'ils ont précipitée, les trois ministres modérés avaient en démissionnant provoqué le vote hostile de la droite qui n'était d'ailleurs que la conséquence logique du voyage de Pinay à Colombey.

29 Mai. — La presse de ce matin rend compte avec un grand luxe de détails de la manifestation républicaine et antifasciste qui s'est déroulée hier après-midi de la Nation à la République. Comme on pouvait s'y attendre ce sont les communistes qui, bien qu'ils n'aient pas été invités et que l'initiative de la manifestation revienne aux radicaux mendésistes, aux socialistes et à l'aile gauche du M.R.P., ont fourni le gros des troupes. Un interminable et morne troupeau humain à la tête duquel marchaient presque au coude à coude Duclos bedonnant et vif, Mendès grimaçant et blême, Mitterrand avec sa bouche veule de souteneur levantin, André Philipp, ahuri et barbu, Daniel Mayer et Teitgen, et d'où la colère comme l'enthousiasme étaient totalement absents a défilé pendant deux heures au milieu d'une foule plus curieuse que sympathisante.

Les hommes et les femmes qui défilaient hier croyaient-ils la République vraiment menacée ? Dans ce cas la détermination de la défendre, fut-ce au prix de leur vie ne se lisait pas sur leurs visages. Au fond ils sentaient tous confusément que la partie était jouée et qu'ils ne l'avaient pas complètement perdue. Cette manifestation, en fin de compte, n'avait d'autre but que de rappeler l'existence d'une force avec laquelle de Gaulle, dont le retour au pouvoir est considéré comme désormais inéluctable par ses adversaires de gauche eux-mêmes, devrait compter. Personne à Paris ne croit à la guerre civile dont

l'épouvantail n'est agité que par ceux qui veulent précipiter le retour du général pour sauver les meubles et éviter la dictature militaire qui anéantirait le régime.

Dans tous les secteurs de l'opinion on commence à apercevoir maintenant que dans la course de vitesse qui s'est engagée depuis quarante-huit heures entre l'armée et le régime, c'est ce dernier qui est en train de l'emporter et qu'en fin de compte ce sont les hommes du régime et non l'armée qui sont en train de porter de Gaulle au pouvoir.

L'échec de la révolution d'Alger est maintenant évident. L'armée n'est pas passée à l'action en métropole, les paras que l'on attendait hier d'une heure à l'autre à Paris sont restés l'arme au pied à Alger où Massu déclare au *Times* que c'est à de Gaulle de décider si l'armée doit le porter au pouvoir par la force.

Il est bien évident que ce dernier ne le veut à aucun prix, car son orgueil prodigieux et son ambition féroce dont on sait qu'elle ne recule devant rien ne sauraient tolérer de voir la personnalité et le prestige d'aucun des hommes d'Alger faire ombre sur les siens.

De Gaulle, que le Président de la République, dans un appel solennel au Parlement, vient de désigner comme successeur de Pflimlin, négocie activement, en jouant de la menace de l'intervention de l'armée qu'il écarte de toute l'affaire, avec les hommes les plus représentatifs de ce « système » qu'il a tant de fois condamné.

Les républicains peuvent maintenant dormir sur leurs deux oreilles et les démocrates du monde entier se rassurer, la France n'aura pas demain de gouvernement « parachuté ».

30 mai. — Les clients du bistrot où il m'arrive parfois de prendre mon café-crême matinal, étaient ce matin de fort méchante humeur. Ils n'avaient pu fermer l'œil jusqu'à une heure avancée de la nuit à cause du concert d'avertisseurs qu'ont donné sous leurs fenêtres les voitures qui venaient de remonter les Champs-Elysées en scandant avec leurs klaxons le slogan « Algérie Française ». Il y a même eu quelques pare-brises cassés et quelques bagarres sans gravité, car le formidable déploiement policier dont Paris offre depuis trois semaines le spectacle, un spectacle qui n'offusque apparemment pas les vaillants paladins de la défense des libertés républicaines si prompts à jeter l'anathème contre les dictatures

policières, empêche tout heurt sérieux entre activistes d'extrême gauche et d'extrême droite.

Avant de passer à des choses plus sérieuses je note sur ce carnet pour le pittoresque et l'ironie de la chose que certains des cars bondés de CRS qui, chaque soir, depuis deux semaines, surveillent les points névralgiques des Champs-Elysées, stationnent au pied de hautes affiches de publicité luminescente pour un film intitulé... « Liberté surveillée ».

Les choses sérieuses, c'est ce matin l'échange de lettres entre de Gaulle et Vincent Auriol que publient les journaux et qui montre combien sont restés étroits les liens et profonde la solidarité qui unit de Gaulle et les hommes qui, avec lui, ont fondé la IVe République.

Auriol, dont la belle-fille participait avant-hier à la manifestation de défense républicaine, adjure bien inutilement de Gaulle de n'accepter le pouvoir que de la « souveraineté nationale » et, agitant les souvenirs de la résistance, de refuser de le tenir des hommes qui le combattaient hier. De Gaulle répond en disant qu'il n'est pour rien, pas plus d'ailleurs, comme le confirment les différentes versions qui en circulent actuellement, que la clique gaulliste des Comités de Salut public, dans le déclenchement du coup d'Alger, et qu'il ne saurait consentir à recevoir le pouvoir que des représentants du peuple. Il ajoute son désir de tirer à nouveau la République d'affaire et conclut, machiavélique, que si les hommes du régime s'opposent à son retour au pouvoir, il ne pourra répondre de ce que feront les insurgés d'Alger. Ceux-ci, malgré les propos lénifiants et rassurants du boutiquier Neuwirth et la prudence des déclarations de Massu, commencent à montrer leur nervosité et leur inquiétude devant la tournure prise par les événements qui évoluent inexorablement vers ce « retour de Tournefeuille » qu'au début de la semaine on espérait pouvoir éviter.

Les réactions des hebdomadaires devant l'imminent et certain dénouement de la crise sont presque toujours celles qu'on pouvait attendre. Bourdet qui se croit encore en 1940, dit dans *l'Observateur :* « nous ne capitulerons jamais », ce que, bien évidemment, de Gaulle ne demandera jamais à son « compagnon ». Dans *l'Express*, Servan Schreiber appelle de nouveau à la résistance aux légionnaires tandis qu'à l'extrême droite, la *Nation française* manifeste une satisfaction sans réserves. Seule la réaction de *Rivarol* est surprenante, qui porte cette semaine en manchette « Paris vaut bien une messe ». Nos amis de *Rivarol* en sont-ils si sûrs ?

2 juin. — Nous voilà maintenant parvenus au dernier acte. De Gaulle après quelques velleités de résistance chez les socialistes que personne n'a prises au sérieux, a reçu comme un vulgaire président du Conseil de la IVe République l'investiture de l'Assemblée Nationale qui va demain, selon toute vraisemblance, lui accorder à une écrasante majorité les pleins pouvoirs qu'il a réclamés.

La IVe République est morte, la Ve va naître qui, ayant le même père, lui ressemblera ou finira par lui ressembler comme une sœur ; le régime continue, le coup d'Alger aura été un coup pour rien, la vraie révolution nationale n'est pas encore pour demain.

Jacques POILLOT.

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

On se souvient que le « démocrate » Jules Moch, alors ministre de l'Intérieur du cabinet Pflimlin, interdit quatre groupements nationaux dont il ne partageait pas les vues. **Lectures Françaises** « traduit » cet acte dictatorial en citant **l'Information Israélienne** qui imprima : « Quatre groupes antisémistes hors la loi en France... Cette action du gouvernement a été accueillie favorablement par la population juive... »

Ainsi les Français voyant un peu plus loin que le bout de leur nez ne s'étaient pas trompés sur le sens de l'interdiction.

⁂

On a beaucoup remarqué l'attention portée à Israël par les parlementaires français, en particulier par MM. Soustelle et Chaban-Delmas, des Républicains Sociaux, et surtout du premier, reçu avec des égards particuliers par les personnalités officielles israéliennes. Y a-t-il des relations très mystérieuses avec les évènements d'Alger ? Dans un livre publié l'année dernière, Dossier secret de l'Afrique du Nord, **l'auteur, avait, le premier, soulevé le coin d'un voile sur des desseins à longue échéance...**

⁂

A quoi tient le destin des grands hommes ? Stephen Hecquet, dans son livre **Les guimbardes de Bordeaux** (réponse aux « Taxis de la Marne » de Dutourd) rappelle un détail historique encore peu connu. Après l'appel du 18 juin 1940, le général de Gaulle alla trouver le colonel Lelong, chef de la mission militaire française à Londres pour lui annoncer qu'il préférait rentrer en France se mettre à la disposition du Maréchal Pétain. Lelong avisa le ministère de la guerre à Bordeaux. Il n'y avait pas d'avion disponible. Les Anglais refusèrent d'en prêter. Alors le général resta à Londres et continua. Cette phase historique eut lieu le 20 juin 1940. Pas la moindre trace dans les « Mémoires »... même de Churchill !

⁂

Un hebdomadaire, pourtant habile au maniement de la brosse à reluire, il s'agit de Paris-Match, **a écrit** (n° 481) : **«... de Gaulle a rappelé avec émotion le quart d'heure passé avec lui (Guy Mollet) en 1944 au balcon d'Arras », un quart d'heure qu'on n'oublit pas ! « Seulement Guy Mollet ne fut jamais au balcon. Lieutenant à cette époque, il était sous les armes en Normandie... »**

Et c'est ainsi que l'on fabrique l'histoire pour le peuple.

⁂

Le « Figaro » a photographié les étiquettes de colis de lait en poudre saisis dans les camps de fellagha de Mauritanie. On peut lire : Expéditeur : Secours catholique des U.S.A. Destinataire : Archevêque Ludo Vico Amédée Lefèvre, Evêque du Maroc à Rabat. Lait en poudre écrémé. Don du peuple des Etats-Unis d'Amérique. Ne doit être ni vendu, ni échangé. A placer dans un endroit frais et sec.

Monseigneur Kayser, prélat américain, vient de s'installer à Rabat, chargé par le « Secours Catholique Américain » de toutes les affaires en Afrique.

Les « missions évangéliques » anglaises dans les colonies des autres ont été une bonne école de propagande... par l'intermédiaire de la foi.

⁂

Pour les naïfs, la C.I.S.L. (Confédération Internationale des Syndicats Libres, siège à Bruxelles) est un organisme qui lutte contre les syndicats communistes. D.O. a déjà entretenu ses lecteurs de cette machine de propagande d'obédience américaine (Irwing Brown). A Genève, le 10 mars dernier, une grande réunion a eu lieu, sous les auspices de la C.I.S.L., des leaders syndicalistes nord-africains (dont 3 passés par des écoles marxistes) : Mahjoub ben Seddik **(Union Marocaine du Travail)** ; Ahmed Tlili **(Union Générale des Travailleurs Tunisiens)** ; Salem Scita **(Travailleurs Lybiens)** et Rachid Gaïd **(Union Générale des Travailleurs Algériens)**.

Conclusions de cette conférence : « Il est possible de mettre fin à la guerre d'Algérie : 1° en relachant toutes les personnes détenues pour leur participation à l'action de libération... ; 2° en prenant acte que le F.L.N., représentant véritable du peuple algérien, est disposé à négocier... ; 3° en reconnaissant le droit du peuple algérien à l'indépendance... »

Force ouvrière, le syndicat soutenu officiellement par la S.F.I.O., adhère à la C.I.S.L. qui ne serait pour rien dans la liste des distributeurs de fonds pour les journaux du parti socialiste. Dont le rôle dans les affaires françaises paraît de plus en plus équivoque.

⁂

Au Maroc, les grandes tournées officielles et « secrètes » se multiplient. La princesse Lalla Aïcha, fille aînée du roi Mohamed V, s'y fait particulièrement remarquer. Aux « réfugiés algériens » d'Oujda et de Figuig, elle vient d'annoncer que « l'heure de la délivrance était proche ». Et, au Maroc, on parle d'un « Grand Maroc » avec la Mauritanie, le Sahara espagnol et l'ancien sultanat de Tlemcen (Algérie)...

C'est le moment choisi par le nouveau gouvernement (français) pour évacuer les troupes françaises du Maroc et de la Tunisie.

Les Livres du Mois

J.-J. BERREBY : « *La Péninsule arabique* » (Payot, Editeur)

Le Moyen-Orient, vu en français, par un Français, chargé de conférences au Centre des Hautes Etudes d'Administration musulmane. Ce livre manquait réellement au moment où le Moyen-Orient devient le brasier du monde ; il est extrêmement bien documenté et ne néglige aucun des aspects de ces pays arabiques encore mal connus à travers un exotisme qui n'est plus de rigueur avec les réalités pétrolières du jour.

J.-J. Berreby a pris un par un tous les grands et petits Etats de cette péninsule et les a retournés sur le gril, physiquement, ethniquement, économiquement et politiquement. Un excellent travail très attentif, sans compromis ni mutismes opportuns. Sa tendresse pour l'intelligent Yemen, qui refuse la civilisation, par crainte du maléfique affairisme blanc, est presque communicative. Il a démêlé, avec beaucoup de patience, l'imbroglio des multiples petits pays de la côte sud-est dont la fragmentation arbitraire ne répond qu'aux besoins des sociétés pétrolières assoiffées de garanties pour l'avenir.

L'auteur a dénoué les nombreux fils de la diplomatie secrète britannique spéculant sur les souverains à la fois actuels ou en puissance afin de se trouver au bon rang en toute occasion. Il fait surtout comprendre l'aveuglement et le « retard » de Londres se cramponnant à de vagues traités, remontant parfois à plus d'un siècle, qui n'ont plus cours avec l'aspect moderne des choses, mais qui demeurent les seules raisons valables de la présence britannique auprès des sources de pétrole. Colonisation plus ou moins occulte, qu'importe ! J.-J. Berreby a justement fait ressortir que la majorité du standing de la Grande-Bretagne, de son potentiel industriel, se situe dans le Golfe Persique. Et l'auteur se rencontre avec mes propres antérieures conclusions dans mes ouvrages sur le pétrole, c'est pour ce Moyen-Orient pétrolier (aussi nécessaire à Londres qu'à Washington) que se déclenchera la troisième conflagration mondiale. Ainsi, peu à peu, la vérité géopolitique se fraye son chemin malgré les consignes de silence. On a plaisir à ne plus cheminer seul.

Un bon livre indispensable à qui veut suivre sans errer les événements politiques dans ce coin du monde au sous-sol trop riche.

P. F.

Pietro QUARONI : *Valise diplomatique* (Plon).

Nous avons dit ici, l'an dernier, l'agrément et l'intérêt des *Croquis d'Ambassade* rapportés de Moscou par M. Quaroni qui y représenta l'Italie au lendemain de la guerre avant d'être pour une dizaine d'années ambassadeur à Paris et, tout récemment, à Bonn.

Dans un cadre beaucoup plus étendu quant au temps et à l'espace on retrouvera dans le présent volume la finesse et la malice italiennes de l'auteur, puis, de-ci, de-là, ces vues d'expert, ces réflexions profondes qu'il sème comme négligemment, au courant de la plume et qui éclairent d'un coup de projecteur un personnage, un problème, les petites et grandes arcanes de la diplomatie et de la politique internationale.

De 1920 à 1950, M. Quaroni a beaucoup vu en fait d'hommes, de pays et d'événements : Rome (bien entendu), Constantinople (qui n'était pas encore Istambul), Moscou, Buenos-Aires, Athènes, de longues années en Albanie et en Afghanistan ; des personnalités aussi diverses que, par exemple, Pershing, Wrangel, Venizelos, le roi Zog d'Albanie, Bénès, Vychinski; les deux après-guerre, la ruine de la vieille Europe du Congrès de Vienne, les débuts de la nouvelle ère des masses, des empires et de la bombe par excellence...

Cette somme d'expériences, l'origine russe de sa femme, ses parentés allemandes font de ce diplomate polyglotte un spécimen achevé de cette espèce, en voie d'extinction, d'Européens humanistes, aussi éloignés que possible du nationalisme et du cosmopolitisme. Enfin, la tragi-comédie du fascisme italien dont on ne saurait douter, malgré la pudeur de l'auteur, qu'elle ne l'ait touché au vif, a mûri en lui une sagesse, un sens de la mesure et du réel qui font cruellement défaut à la France officielle de la « Victoire ».

Le trait et la couleur foisonnent dans ces pages légères où M. Quaroni se délasse. « Voyez-vous, lui dit à Moscou l'ambassadeur italien Manzoni qui venait de recevoir le télégramme le nommant en France, à Paris un ambassadeur médiocre, flanqué d'un bon cuisinier a des chances de réussir ; mais avec un mauvais cuisinier, l'ambassadeur le plus brillant ne peut espérer grand'chose» . Comme Mme Quaroni s'étonnait un jour à Tirana, auprès du Général Ghilardi della Ghianda, soldat de fortune, « d'origine croate, semblait-il », et inspecteur général de l'armée albanaise sous le roi Zog, de ne pas lui voir un seul cheveu blanc, « graisse de porc, Madame », répondit tranquillement le vaillant guerrier dont « l'unique affection humaine se bornait au roi » et qui devait périr sous les coups de conspirateurs acharnés contre Zog.

La centaine de pages que M. Quaroni consacre à ses années d'Albanie, abonde en traits de cette espèce, mais à travers les

portraits et les évocations pittoresques ou cocasses transparaissent toujours et percent parfois un sens aigu du concret, un savoir historique et politique minutieux qui font de cet ensemble si souvent plaisant une manière d'introduction à la connaissance balkanique.

Ce n'est pas seulement à propos de l'Albanie et de l'imbroglio balkanique, maintenant camouflé sous la camelote idéologique, que nous agrée ce réalisme. Par petites touches, toujours fermes, quelquefois éclatantes, il s'affirme tout au long du livre de M. Quaroni.

« Bien des gens, de ce côté de l'eau, lance devant lui Pershing aux soldats de la première unité américaine rapatriée en 1920 essaient d'oublier l'importance de la participation américaine à la guerre. C'est à vous qu'il appartient de dire bien haut, lorsque vous serez rentré au pays : Nos amis européens étaient en train de perdre la guerre, et ils l'auraient perdue si nous n'étions pas venus à la rescousse avec nos troupes, si nous ne les avions pas abondamment pourvus de blé, d'essence et de munitions. Vous ne permettrez jamais qu'ils oublient cela ».

Ce discours fut longuement commenté entre nous, officiers européens, ajoute Quaroni, alors jeune lieutenant attaché à la personne du général en chef américain. « Tous se sentaient quelque peu blessés par ces paroles, mais il semblait surtout qu'aucun de nous, moi compris, ait réellement saisi ce qu'elles pouvaient contenir de vérité. »

« Voyez-vous, dit un jour Manzoni (l'ambassadeur à la boutade culinaire) c'est lorsque je m'entends accuser de défaitisme que je suis sûr de faire mon devoir envers mon pays. L'opinion publique italienne n'a que trop rarement conscience de ses possibilités effectives, des limitations de notre pays ; nous autres, en revanche, qui voyons l'Italie de l'extérieur, sommes bien mieux placés pour la situer dans le contexte international. Un ministère des Affaires étrangères qui pratique l'ultra-nationalisme est un ministère qui faillit à sa mission ». De Paris, plus tard, rapporte l'auteur, Manzoni expédiait des rapports brefs, secs, avec toujours le même *leitmotiv :* Nous faisons fausse route, nous n'obtiendrons jamais rien ainsi de la France ; vous oubliez la différence de puissance et de richesse qui existe entre ce pays et le nôtre. « Pas une envolée, insiste Quaroni, rien que le rappel sourd, prosaïque et constant de la réalité. »

Ecoutez-le encore à propos de Benès : « Je me suis demandé à plusieurs reprises comment un homme de l'intelligence et de l'expérience indéniables de Benès avait pu s'illusionner aussi grossièrement non sur ce que serait en dernière analyse la politique russe — car, sur ce chapitre, tant d'autres, et non des moindres, se sont fait bien plus d'illusions que lui — mais sur

les possibilités diplomatiques et politiques dont lui-même et son pays pouvaient disposer ».

Pas d'adversaire plus lucide que lui (il n'a pas vécu en vain le drame italien de la seconde guerre mondiale) de la présomption, de la rodomontade, de la littérature « héroïque » tenant lieu de connaissance concrète et de jugement, bref de pensée politique.

Le page de plus de prix, la plus importante sans doute de ce livre apparemment si détaché, si bénin, c'est pourtant, à nos yeux, celle où l'auteur nous montre en 1947 Vychinski, l'immonde procureur des « procès de Moscou », alors adjoint de Molotov aux Affaires étrangères soviétiques, l'interpellant à une réception diplomatique officielle où il causait en tête à tête avec le général Catroux, ambassadeur de France : « Que complotez-vous tous deux ? Quelque Union européenne occidentale ? Prenez garde et souvenez-vous que nous ne le permettrons jamais ! ». Puis, à la fin de la réception, alors que les personnalités gouvernementales les plus importantes étaient déjà parties, Vychinski, qu'un écrivain soviétique venait de féliciter pour une de ses énergiques interventions aux Nations Unies et qui avait beaucoup bu, se lança dans un extraordinaire discours : « Ses traits s'étaient crispés, écrit Quaroni ; ses mains s'agitaient, spasmodiques, dans le vide, bras écartés, comme si elles eussent voulu broyer quelque chose ou quelqu'un. Et j'ai entendu sortir cette nuit-là, de sa bouche le réquisitoire le plus impitoyable, le plus implacable contre le monde occidental que j'ai jamais lu ou entendu proférer par un soviétique. Il y avait un peu de tout dans cette diatribe : la logique de fer du communisme, le nationalisme enflammé du vieux Russe chauvin, une volonté de puissance démesurée, une assurance non moins illimitée dans la force russe... J'étais comme fasciné par le spectacle de ce dirigeant soviétique qui laissait libre cours à sa pensée. Et les gens avaient dû se rendre compte de mon attention soutenue. Ils essayaient de le faire taire, de l'emmener, mais autant vouloir arrêter un fleuve en crue. »

Pour nous, Français, promis, paraît-il derechef à la grandeur, lire le nouvel ouvrage de l'actuel ambassadeur d'Italie à Bonn n'est certes pas qu'un plaisir.

Jean BERNIER.

(Reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur et du *Petit Crapouillot*).

GEORGES OLLIVIER

C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris il y a quelques semaines la mort de Georges Ollivier. Certes nous savions sa santé très chancelante depuis plusieurs mois mais nous étions loin de prévoir qu'il nous quitterait si rapidement et sa disparition brutale nous a frappé de stupeur.

C'était un homme de l'ancienne France, de ce pays qui a si miraculeusement résisté à un siècle et demi de règne de l'argent.

Il en avait l'admirable courtoisie, la distinction de l'esprit et des manières, les profondes convictions chrétiennes et le désintéressement.

Ce traditionnaliste né, dont les regards n'étaient pourtant pas exclusivement tournés vers le passé, les lecteurs de « *Défense de l'Occident* » savent en effet l'intérêt passionné qu'il manifestait pour ce pôle du monde moderne que sont les Etats-Unis et la connaissance approfondie et constamment renouvelée qu'il avait de leur histoire et de leur civilisation, était naturellement monarchiste et ses convictions politiques étaient non moins naturellement réactionnaires, nous voulons dire en réaction contre tous les aspects politiques, sociaux, économiques et intellectuels de la démocratie moderne qu'elle soit capitaliste ou communiste, libérale ou totalitaire.

Disciple d'Augustin Cochin il consacra de longues années de sa vie à l'étude de l'histoire de la franc-maçonnerie, cette mère de l'idéologie démocratique, dont il connaissait admirablement l'organisation et les do-

trines et dont il dénonça et combattit sans relâche l'influence sur la société française et le rôle néfaste qu'elle joua pendant de trop nombreuses années dans l'évolution de la politique mondiale.

Il le fit au prix de sa liberté et des sévices endurés dans les prisons de l'épuration qui devaient altérer gravement et durablement sa santé.

Tout récemment encore il apportait une importante contribution à une Histoire de la Franc-Maçonnerie publiée par notre ami Henry Coston. Pauvre et d'un désintéressement absolu, c'est spontanément qu'il était venu nous offrir il y a cinq ans sa collaboration à notre pauvre mais libre revue et jusqu'à sa mort il nous avait chaque mois remis l'une de ces chroniques consacrées à la politique américaine où nos lecteurs purent apprécier la sûreté et l'étendue de son information ainsi que la fermeté de ses jugements.

Adversaire de la politique rooseveltienne dont il dénonça l'inspiration et les méfaits dans le livre remarquable qu'il consacra à « L'Homme de Yalta » il fut l'un des très rares journalistes français à tenter de faire connaître au public de notre pays le vrai visage de Mac Carthy et les raisons profondes de son combat politique. Là encore il allait à contre-courant, fidèle en cela à la règle de toute une vie.

Dans le grand deuil qui l'atteint si cruellement, l'équipe de « *Défense de l'Occident* » adresse à Madame Georges Ollivier l'expression de sa profonde et très respectueuse sympathie.

A propos de " *Le Dictateur* "
de Charlie CHAPLIN

Charlot croisé de l'antifascisme

Pure coïncidence ou manifestation de la « résistance » des « républicains » à la dictature « fasciste », « *Le dictateur* », sans doute le plus mauvais film de Charlie Chaplin avec ce chef-d'œuvre de sottise et de mauvais goût qu'est « *Monsieur Verdoux* », a reparu sur les écrans parisiens peu de temps après le retour au pouvoir du général de Gaulle.

Que ce soit pour sacrifier à la mode qui sévit depuis quelques années au cinéma de la reprise commerciale des « classiques » de l'écran, ou pour envoyer une nasarde au nouveau maître de la France, dans les deux hypothèses Chaplin et ses distributeurs ont été bien mal inspirés.

Ce qui avait d'abord irrité il y a quelques années, quand les passions étaient encore surexcitées, ne fait plus naître aujourd'hui que le plus morne ennui, l'ennui dans lequel plonge irrémédiablement toute œuvre dont la vie sest à peu près retirée et dont les personnages évoquent lugubrement ceux du musée Grévin.

Nul n'a sans doute mieux parlé de cette satyre sans force du « fascisme » que Maurice Bardèche dans son « Histoire du Cinéma », dont on trouvera ci dessous le passage consacré au « *Dictateur* » :

« Préparé par un long silence entrecoupé de nombreuses annonces contradictoires *Le Dictateur* fut pré-

senté à New-York en 1940. Ce film de circonstances dans lequel Charlot s'était séparé de la plupart de ces dieux familiers, a fait naître bien des réserves. Projeté en Europe à la fin des hostilités il a été trouvé insuffisant par les ennemis du national-socialisme qui supportaient mal de voir les crimes du régime symbolisés par une chasse comique aux tailleurs juifs et aux coiffeurs juifs à travers les rues d'un ghetto. Et ceux qui apprenaient en même temps la mort wagnérienne d'Hitler et l'assassinat ignoble de Mussolini trouvaient de la bassesse à cette parodie des vaincus. Ceux qui ont essayé de s'affranchir des passions que ce film soulevait formulaient d'autres objections. *Le Dictateur* leur semblait le survivant d'un autre monde. Son allure rapide, saccadée, sa photographie noire et plate, l'importance de la pantomime en faisaient comme le dernier des films muets, grimé péniblement en parlant. Ils ne surent pas reconnaître dans ces images étranges dans ce décor arbitraire, le dernier souvenir du ghetto. C'était un demi-siècle de théâtre Yiddish qui s'exprimait là pour la dernière fois. C'était, vu avec une autre déformation, réduit aux proportions d'un décor de guignol, le même ghetto de New-York, dont Miller que nous allions connaître quelques mois plus tard, avait mêlé l'odeur à ses vaticinations de jeune faune. Quelques trouvailles admirables, qui du reste sont encore des trouvailles de mime, ne suffisaient pas à sauver le film : quand le dictateur joue avec son globe en baudruche ou quand le coiffeur, en rasant ses clients suit le rythme d'une danse de Brahms, quand, du haut de la tribune, une langue rauque et brutale martelle les cervelles et se répercute dans la salle immense, comme le symbole de toutes les fureurs collectives, c'est le meilleur cinéma américain que nous retrouvons là par instants : celui de Buster Keaton, celui d'Harold Lloyd, celui de Chaplin. Mais il n'a plus le pouvoir de faire rire. Il y a eu trop de grandeur dans cette aventure, ou, comme on voudra, elle a donné naissance à trop de haines pour que ces parodies soient sans danger. Et *Le Dictateur*, à cause de celà, laisse un peu la même impression que les caricatures qu'on publia sous la Restauration contre Napoléon. Il y a des destins que

la haine même respecte instinctivement : la rage empêche le rire. En fait, cette tentative pour transposer l'histoire dans le registre du cirque ne pouvait pas avoir d'issue heureuse. Cette incursion fâcheuse ne diminue pas Charlie Chaplin. Ne lui tenons pas rigueur même de cette fin ridicule où Charlot prononce un grand discours au public, dans lequel on voit passer tout son esprit messianique et tous les poncifs de la propagande. C'était la fin du pacifiste de *Charlot soldat*, la fin du poète ému du temps des primitifs, c'était l'entrée dans la fausse gloire, dans les fausses valeurs, c'était Charlot speaker, ce n'était plus Charlot ».

DE GAULLE vu par H.-G. WELLS

En 1943, le Comité de Gaulle publiait à Londres un livre sur le général. Le célèbre écrivain anglais, H. G. Wells lui consacra un long article dans World Review *(numéro de mai 1943, c'est-à-dire en pleine guerre).*

..C'est cet article inconnu, croyons-nous, en France que nous publions ci-dessous :

La *Oxford University Press* publie « Les discours du Général De Gaulle » traduits en anglais par un inconnu. Nous les avons lus avec le plus grand intérêt, et avons même été jusqu'à les comparer avec divers documents en Français provenant de la même source et qui, d'après nous, n'étaient sans doute pas destinés aux lecteurs anglais.

Dans le commentaire de la « *Oxford University Press* » nous trouvons une description de l'Etat de l'opinion fançaise vers la mi-juin 1940, qui ne cadre pas précisément avec les faits tels qu'ils nous ont apparu. Le commentaire déclare que deux voix seulement se faisaient entendre en France : l'une reconnaissait la défaite, et l'autre, celle de de Gaulle, était un appel claironnant au patriotisme sous le symbole d'une sorte de contre-réforme : la Croix de Lorraine, la France romantique de Jeanne d'Arc, Gilles de Rais, la Nuit de la St-Barthélémy, et tout ce que répudie la Grande France de la Révolution. Mais, comme le disait le Dr. Johnson, il y a fort longtemps (j'ai oublié les mots exacts), tout égoïste qui se soucie peu de la vérité et des droits de l'homme,

se réfugie dans un patriotisme exagéré. En examinant les faits, nous voyons qu'en décembre 1939, ce n'était pas le général de Gaulle mais Daladier qui prêchait le plus fort l'unité patriotique...

M. Léon Blum a protesté contre l'étouffement arbitraire de l'opinion de gauche, mais la voix de M. de Gaulle ne s'est pas fait entendre alors. En Angleterre, on lui a donné le commandement nominal de la France Libre. Or, un Institut français existait déjà à South Kensington. Il a été agrandi. M. Labarthe, président de la *Société Française des Ingénieurs,* fut nommé directeur général des Services Français en Angleterre pour l'armement et la recherche scientifique, tandis que le Vice-Amiral Muselier était nommé Commandant des forces navales et aériennes de la France Libre.

Tôt ou tard, l'opinion anglaise doit se rendre compte que, tout en se posant comme symbole de l'unité nationale, le général de Gaulle a dénoncé et a couvert de ses accusations ce même Institut Français, Muselier, Labarthe et pratiquement tous ceux qui ne veulent pas accepter sa direction. Sa conception de l'unité française ou de la volonté française en est arrivée à ce que son seul représentant fut lui-même. Il devient de plus en plus manifestement un « leader » qui a succombé aux tentations de son ambition et qu'on ne peut plus contrôler.

Comme tous les anglais libéraux, j'ai une profonde et affectueuse admiration pour la France, la France de la Grande Révolution et pour la lucidité du meilleur esprit français. Je déteste l'Impérialisme et le nationalisme réactionaire, qu'ils soient français ou anglais. Je trouve la meilleure analyse du malaise français dans les ouvrages d'Anatole France, que je viens de relire en entier. Quel bel esprit ils contiennent.

L'instruction militaire, à Saint-Cyr, est étrangère à la mentalité des Français de qualité. Elle a produit une classe d'officiers étroits d'esprit et vieux jeu, qui se font une concurrence acharnée ; bigots et patriotiques, ils n'ont aucune idée du rôle de leur pays dans la reconstruction des affaires humaines.

L'inefficience militaire des anglais, au début de la guerre, était dûe largement à cette même sorte d'esprit

de coterie. Le peuple français n'a pas eu les mêmes occasions que le peuple anglais de faire une critique franche de sa situation, et le monde assiste perplexe aux violents efforts de la caste militaire en vue d'usurper le contrôle d'un peuple qu'on a muselé.

Dans un autre livre, de Gaulle trahit son caractère et ses objectifs beaucoup mieux qu'il ne le fait dans ses discours qui ont été très méticuleusement triés. Ce livre semble destiné à provoquer une mentalité gaulliste chez les enfants français. Il est imprimé en noir, rouge, bleu, vert et jaune. Sur la couverture, nous voyons de Gaulle seul (et aucun autre Saint-Cyrien) enveloppé d'une capote superbe, campé, non pas sur un char 1938 comme on pouvait s'y attendre, mais sur un cheval tacheté de rouge avec une crinière verte, et à la tête des Armées de France.

On voit d'abord de Gaulle, que nous reconnaissons déjà, comme petit garçon (enfant unique apparemment, quoiqu'il ait des frères, d'après ce qu'on me dit), écoutant, au coin du feu, les histoires d'un vénérable grand-père et d'un père entre deux âges, sur les précédentes invasions de la France, belle, fertile, et « paisible ». Pour illustrer le qualificatif « paisible », les jouets que l'on voit sur le tapis, près du foyer, sont des soldats et un canon. A l'école, notre héros est instruit par son père, qui est venu à Paris comme professeur, et dont le penchant patriotique est indiqué par une grande carte de la France étalée derrière lui. Puis, nous le voyons, grand et beau, seul, devant le tableau noir de l'instructeur de Saint-Cyr où il apprit tout ce qui est nécessaire pour devenir « un officier accompli ».

Le 4 août 1914, toujours seul, il part pour le front, au milieu de l'enthousiasme des foules. Les autres Saint-Cyriens étaient sans doute restés en arrière.

Nous le voyons, blessé, étendu sur un brancard (pas d'autre blessé à l'horizon) puis, on nous le montre sur le champ de bataille, rassemblant ses hommes pour une contre-attaque, et « grièvement blessé » par un « obus de gros calibre » (fallait-il qu'il soit « gros »), de sorte que la contre-attaque échoue. Il est ramassé sur une ambulance allemande et emmené en Allemagne. Tout

cela est raconté, comme si pareille aventure n'était arrivée à personne d'autre.

Cinq fois, dit le livre, il tenta de s'évader et échoua. Il faut supposer qu'il y eut quelque chose de défectueux dans sa tactique ; il essaya sans doute de tout faire seul et son exhibitionnisme dut le trahir. Cinq fois, nous avons sa parole pour le prouver.

On nous le montre ensuite écrivant ses idées sur la guerre moderne. Sublime, et seul, comme toujours, il ne consulte personne. La porte est grande ouverte et un allemand audacieux est derrière lui, dans l'embrasure de la porte, qui, à quelques mètres de distance, essaye de peser ses pensées. C'était bien inutile : ses idées étaient facilement accessible aux allemands s'ils désiraient les connaître, sans faire de la photographie mentale, car, pour se rendre compte de ce qu'elles étaient démodées, il suffit de consulter le livre d'Ivor Halstead : « *La Vérité sur nos chars de combat* ».

A son retour en France, « il désira transmettre à la jeune génération l'expérience qu'il avait acquise sur les champs de bataille ». (il n'est plus question d'Allemagne), et il fut nommé professeur d'histoire militaire à Saint-Cyr.

Puis, une photo de lui tout seul, sur une plate-forme, transmettant ses fatales traditions de Saint-Cyr à la génération d'officiers français qui s'effondra de façon si désastreuse de 1939 à 1940.

Aujourd'hui, on dit aux jeunes lecteurs innocents que la seule lueur de résistance aux envahisseurs fut faite par de Gaulle ! La bataille d'Angleterre et quelques autres obstacles de cette sorte sont complètement passés sous silence. Il arrive à rejoindre Londres, où il prend entièrement le commandement. Nous voyons l'effet de sa proclamation sur le Français moyen. On nous dit que tout ce que les Français ont réalisé en matière de sabotage est du à « la France combattante sous l'étendard tricolore à Croix de Lorraine ». Autrement, sans doute, ils n'auraient rien fait.

Ses bateaux patrouillent les océans et ont coulé des sous-marins ennemis. Ses avions protègent les convois britanniques et bombardent les villes ennemies. Ce à quoi, nous, pauvres anglais, nous pouvons seulement

dire « très bien ». Enfin, nous voyons les gaullistes en Afrique du Nord, « déjouant complètement les plans de Rommel », sans mentionner une coopération anglaise ou américaine quelconque, et ainsi se termine ce livre d'images.

Tel est le fatras nationaliste avec lequel on veut entraîner une nouvelle génération d'enfants français pour le grand jour du plébiscite gaulliste. Franchement, je crois que ce jeu de plébiscite, qui réussit à Napoléon III, mais pas à Boulanger, est passé de mode depuis un siècle.

Je ne veux pas suggérer que de Gaulle n'est pas sincère. C'est un mégalomane d'une sincérité naïve. Il croit en lui-même à un tel point qu'il considère comme justifiée toute mesure qui lui donnera le contrôle absolu de la France. On croit entendre une voix transposant l'immortel « *Wind in the Willows* » de Kenneth Grahame, chantant, dans une extase d'auto-idolatrie :

« *Les sages d'Oxford savent tout ce qu'il est possible de savoir* ».. Mais pas la moitié de ce que sait le prestigieux M. de Gaulle.

Tout bien considéré, cependant, je le trouve un peu cher et je préférerais que cet argent fut dépensé sur le genre de Français qui n'a rien eu à faire avec de Gaulle ou avec quoi que ce soit provenant de la serre chaude réactionnaire de Saint-Cyr.

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 734. Dépôt légal : 3e trimestre 1958.